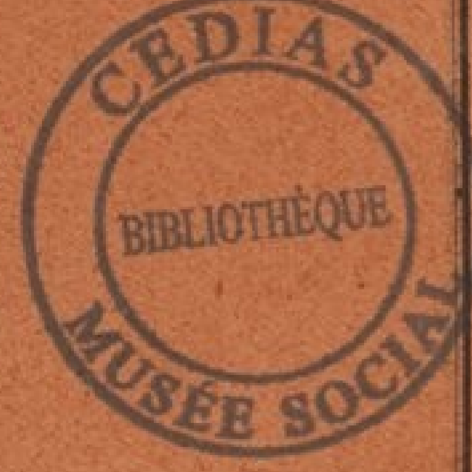
9e Année. - N° 165. - 25 Décembre 1933. Prix : 2 frs

la Révolution prolétarienne

Revue bi-mensuelle syndicaliste révolutionnaire

DANS CE NUMÉRO :

Un témoignage prolétarien sur l'U. R. S. S.



CARNET DE ROUTE d'un délégué ouvrier français

PAR PAUL DHERMY

Délégué des ouvriers des usines Hotchkiss de St-Denis



la Révolution prolétarienne

Revue bi-mensuelle syndicaliste révolutionnaire
(Paraissant le 10 et le 25)
54, rue du Château-d'eau — PARIS (10e)

CONDITIONS D'ABONNEMENT

FRANCE, ALGERIE, COLONIES
Trois mois.... 10 fr.
Six mois.... 20 fr. Un an.... 40 fr.

EXTERIEUR
Trois mois.... 13 fr.
Six mois.... 26 fr. Un an.... 50 fr,

Permanence :
Tous les soirs de 18 à 19 heures
54, rue du Château-d'Eau

Adresser la correspondance relative à la rédaction générale à *LOUZON, avenue Fragonard, Cannes (A.-M.)*

Celle relative à la Renaissance du Syndicalisme à *CHAMBELLAND, 54, rue du Château-d'Eau, Paris* (Xe).

Celle relative à l'administration à *BARAT, 54, rue du Château-d'Eau, Paris* (Xe)

(Utiliser pour les envois de fonds notre compte de chèques postaux : « Révolution Prolétarienne » 734-99 Paris).

Ni Korespondas per Esperanto

La Ligue Syndicaliste

La Ligue Syndicaliste se propose :

1° De travailler à la réalisation de l'unité syndicale, à la reconstitution d'une seule C. G. T. et d'une seule Internationale syndicale;

2° De sortir les deux C.G.T., l'une de l'ornière de la collaboration gouvernementale, l'autre de l'ornière de la collaboration politique, pour les ramener dans la voie de l'indépendance syndicale hors de laquelle l'unité est impossible ;

3° De faire prédominer dans les syndicats l'esprit de classe sur l'esprit de tendance, de secte ou de parti, afin de réaliser dès maintenant le maximum d'action commune contre le patronat et contre l'Etat ;

4° De participer à l'œuvre d'éducation syndicale en procédant à l'examen des problèmes pratiques et théoriques posés devant le mouvement ouvrier, et en préconisant la formation de Cercles d'études syndicales ;

5° De maintenir vivant le précepte de la Première Internationale d'après lequel l'émancipation des travailleurs ne sera l'œuvre que des travailleurs eux-mêmes.

SOMMAIRE :

Amis,

renouvelez sans retard votre abonnement

LES FAITS DE LA QUINZAINE

Pourquoi pas une manifestation internationale en 1934, centenaire des premiers martyrs du syndicalisme ?

Les faits sont tels qu'il est aujourd'hui plus que jamais manifeste qu'il est vain de prétendre empêcher la guerre dans le cadre du système capitaliste; cela ne signifie pourtant pas que nous n'ayons qu'à nous croiser les bras et attendre le déclanchement de la guerre.

S'il n'y a rien à faire dans le cadre du capitalisme, tout est à faire dans le cadre de l'action prolétarienne. Pour agir contre la guerre, il faut travailler au renversement du capitalisme ; pour agir contre la guerre, il faut préparer la suppression des Etats nationaux, des « patries », par la création dès maintenant d'une Internationale ouvrière, d'une Internationale réelle et agissante, moule de l'Internation de demain.

Nous l'avons déjà dit, mais ce sont des choses qu'on ne saurait trop répéter : les événements qui ont marqué la fin de la dernière guerre ont montré quelle formidable opportunité de tels cataclysmes présentent pour le renversement du Capital et de la Patrie. Mais pour que de pareilles opportunités soient saisies, il faut qu'il y ait des mains pour les saisir ; il faut que l'antithèse du Capital et de la Patrie soit là, déjà constituée, prête à agir et à réagir. Cette antithèse du Capital et de la Patrie, ce ne peut être que l'Internationale Ouvrière, une Internationale qui ait l'autorité nécessaire pour pouvoir parler au nom de la classe ouvrière, c'est-à-dire une Internationale qui soit l'émanation directe des seuls organismes qui soient réellement des organismes de classe : les syndicats. Il faut une Internationale syndicale.

Faire de l'Internationale Syndicale une réalité, une réalité pensant, agissant, dirigeant internationalement, telle est la seule besogne sérieuse qui puisse être menée contre la guerre.

Une telle Internationale ne se constituera évidemment que dans et par l'action, mais à côté de l'action proprement dite, certaines manifestations, d'ordre sentimental si l'on veut, peuvent contribuer à créer cette conscience internationale sans laquelle il serait vain de vouloir constituer une organisation internationale.

Or, l'an prochain marquera le centenaire des premiers martyrs du syndicalisme. Dans quelques semaines, il y aura juste cent ans que six ouvriers agricoles d'un village du sud de l'Angleterre (comté de Dorchester), ayant constitué, afin de résister à une menace de diminution de salaires, une section de la General Trades Union — ancêtre de toutes les organisations syndicales du monde — furent arrêtés, puis condamnés à sept années de déportation. C'est le 18 mars 1834 qu'ils furent condamnés.

Le souvenir de ces premiers martyrs du syndicalisme, les martyrs de Tolpuddle, comme on les appelle en Angleterre du nom de leur village, est resté vif chez les ouvriers britanniques. Et sans doute les trade-unions britanniques ne manqueront pas de profiter de ce centième anniversaire pour célébrer le souvenir à la fois du premier syndicat et des premiers martyrs du syndicalisme.

Mais quelle signification autrement puissante prendrait cette commémoration, si elle avait lieu internationalement; si, au lieu d'être l'œuvre des seuls syndicats britanniques elle était celle de la Fédération Syndicale Internationale elle-même ! Le syndicat n'est point un fait seulement anglais, un fait national, c'est un fait mondial ; le centenaire des premiers martyrs du syndicalisme ne doit donc pas être seulement célébré dans leur pays, mais dans le monde entier. De même que leur condamnation n'intéressait pas seulement leur village de Tolpuddle, mais toute l'Angleterre, le centenaire de celle-ci n'intéresse pas seulement l'Angleterre mais tous les pays, tous les pays où il y a des syndicats.

Et quelle affirmation ce serait, en face des nationalismes bourgeois triomphants, en face du spectacle des classes dirigeantes des différents pays faisant cliqueter leurs armes et claironner leurs défis — que celui d'une telle manifestation de l'unité internationale du prolétariat !

La comédie sénatoriale

Rendons justice au système parlementaire : pour duper les travailleurs, il n'a pas son pareil. Chacun y connaît sa partie et la joue admirablement.

Grâce au jeu parlementaire, les ministres qui réduisent les salaires des fonctionnaires, apparaissent comme les défenseurs des fonctionnaires ! Chautemps et Marchandeau ne sont plus les auteurs de l'article 6, ce ne sont plus les auteurs de la réduction des salaires à partir de 12.000 ; ils sont ceux qui posent la question de confiance contre le projet sénatorial, ils deviennent les défenseurs des moins de 12.000 ! Ils sont les sauveteurs des fonctionnaires ! Et comment voudriez-vous que ceux-ci soient assez ingrats pour se rebeller contre des ministres qui les défendent si bien contre le méchant Sénat !

Tel est le scénario grâce auquel la pilule amère de Flandin, Chautemps et Marquet, doit être avalée sans difficultés par les salariés de l'Etat.

Reste à savoir si ça réussira. Les trucs parlementaires commencent à être bien usés ; ils ont déjà tant servi...

Une politique de gauche est-elle possible ?

Telle est la question que posait Frossard, si je ne me trompe, lors de la constitution du ministère Chautemps. Pour une fois Frossard posait très bien la question, mais il négligeait de définir ce qu'on entend par politique de gauche; s'il l'avait fait, la réponse serait venue d'elle-même : une telle politique est impossible.

Il y eut des époques où une politique de gauche était possible et fut en fait suivie. Tel fut par exemple le cas habituel en France durant une quarantaine d'années : de 1880 à la guerre. Mais c'est qu'on entendait alors par politique de gauche, quelque chose de tout à fait différent de ce qu'on entend par là aujourd'hui. Faire une politique de gauche c'était alors combattre la « réaction », c'est-à-dire faire disparaître les dernières survivances de l'Ancien Régime ; il s'agissait d'achever l'œuvre de 89 en instituant le pouvoir unique et sans partage de la bourgeoisie. Et comme la bourgeoisie jouissait alors déjà pleinement de la domination économique, rien n'était plus facile que de faire une politique qui lui confère la totalité du pouvoir politique. Il s'agissait de réunir entre les mêmes mains pouvoir politique et domination économique : loin d'être une impossibilité cela ne pouvait que réussir.

Mais aujourd'hui que la révolution bourgeoise est totalement achevée, une politique de gauche signifie toute autre chose. Par politique de gauche on entend une politique qui dépouillerait peu à peu la bourgeoisie de ses privilèges au profit du prolétariat. Une politique qui diminuerait la plus-value, et les droits du capitaliste, au profit du salaire et des droits de l'ouvrier.

Or, il est bien évident que tant que la bourgeoisie possédera la direction de l'économie, tant qu'elle sera maîtresse de la production, une telle politique est la plus manifeste des utopies. Car qui est maître de la production, qui peut, à volonté, produire ou ne pas produire, vendre ou ne pas vendre, est par là le maître de toute la vie sociale, et sera à même, en arrêtant ou en simplement ralentissant la vie économique, d'arrêter toute mesure de n'importe quel gouvernement, de n'importe quel Etat, qui tendrait à le « grignoter ». L'Etat ne pourrait surmonter la résistance de la bourgeoisie qu'en lui enlevant la direction de la production, c'est-à-dire en la privant de ses droits de propriétaire, en l'expropriant ; mais cela, c'est la révolution. Telle est la raison profonde de l'échec de toutes les tentatives de politique de gauche, notamment de l'échec de tous les gouvernements socialistes, en tous pays.

Comprenons bien ! Il n'est nullement nécessaire que l'arrêt de la vie économique procède d'un plan concerté. Certes, un tel plan peut exister, de la part principalement des grandes entreprises, quand les mesures auxquelles tenterait de procéder l'Etat les viserait particulièrement, mais, la plupart du temps, l'arrêt se produira spontanément, de lui-même, par le déclanchement simultané du même réflexe de défense, chez tous les capitalistes. Car le capitaliste ne fait pas produire pour le plaisir ; il fait produire pour obtenir un profit. Le jour où vous lui supprimez ce profit, le jour ou même seulement vous le lui rognez au-dessous d'un certain taux, il cesse de produire. Or vous ne pouvez élever la part du travailleur sans rogner la part du capitaliste, sans diminuer son profit ; le tout n'étant pas plus grand que la somme des parties. Quand les gens de droite disent que si on accroit trop ce qu'ils appellent les « charges » du capitaliste, on entrave l'activité économique, ils ont raison. Et c'est pourquoi une politique de gauche, au sens actuel du mot, est chose radicalement impossible. Tant que le capital sera le maître de la production, pas moyen de toucher sérieusement au profit; et sans toucher sérieusement au profit, pas moyen d'améliorer sérieusement le sort du travailleur.

R. L.

Quel député « de gauche » osera proposer cette économie : la fin de la guerre du Maroc ?

Solidarité pour nos frères allemands !

La rentrée des fonds du mois de novembre, est un peu plus importante que celle des derniers mois ; il faudrait que cet effort soit continué et même accru. Nous versons 2.000 francs par mois à nos camarades allemands ; c'est peu, car leur misère augmente. De nombreux syndicats amis n'ont encore rien envoyé, nous leur renouvelons notre appel. Chaque militant doit faire autour de lui une sérieuse propagande en faveur de l'aide à nos frère allemands !

Adresser la correspondance et les fonds au camarade Delsol, Syndicat du Gaz de Banlieue, Bourse du Travail, 3, rue du Château-d'Eau, Paris Xe. Chèque postal : Paris 1748-92.

CINQUIEME LISTE DE SOUSCRIPTION

Mlle Bartez (Paris), 10 fr. ; Mlle Bartez (Paris), 5 fr. ; Tristan Rémy (Paris), 25 fr. ; Mlle Jouveshomme (P. d. D.), 20 fr. ; M. Alexandre (Seine), 100 fr. ; M. M. Paz (Paris), 50 fr. ; Guigui (souscription), Paris, 40 fr. ; Berthe Moraux (Seine), 5 fr. ; Sancier (Paris), 10 fr. ; T. (Creuse), 20 fr. ; Syndicat National d'Enseignement section de l'Indre, 50 fr. ; Quelques militants instituteurs du Finistère versé par Jean Cornec, 100 fr. ; Rebière (Paris), 150 fr. ; Docteur Weil (Paris), 150 fr. ; Louzon (Alpes-Maritimes), 100 fr. ; Séchaud (Seine-et-Oise), 5 fr. ; Bécan Héloïse (Nord), 5 fr. ; d'Esthée Antoinette (Nord), 5 fr. ; Aureuge Madeleine (Nord), 5 fr. ; Mauche (Nord), 5 fr. ; M. G. (Loire), 40 fr. ; Ballereau (Indre) ; 10 fr. ; André Perlis (Seine), 150 fr. ; Syndicat Autonome de la Monnaie (Paris), 150 fr. ; Maupioux (Paris), 10 fr. ; Bâtiment (Seine), 31 fr. ; Mlle Petrement, 50 fr. ; Leroy (Paris), 5 fr. ; Hagnauer (Paris), 20 fr. ; Hagnauer (souscription), Paris, 30 fr. ; Speiser (Paris), 20 fr. ; Heizmann (Paris), 20 fr. ; Simone Weil (Loire), 600 fr. ; Simone Weil (Paris), 20 fr. ; Docteur Bayer (Paris), 20 fr. ; Lucie Colliard (Paris), 20 fr. ; Vinay (Drôme), 40 fr. ; Delsol (Paris), 10 f. ; Chambelland (Paris), 20 francs.

Total de la cinquième liste	2.126 fr
Total des listes précédentes	10.616 86
Total au 30 novembre	**12.742 86**

Un témoignage prolétarien sur l'U. R. S. S.

Carnet de route d'un délégué ouvrier français

« Où en est la Russie ? Vous le saurez par un témoin impartial, délégué des Usines Hotchkiss et des ouvriers de St-Denis retour d'U.R.S.S. A son départ, cet ouvrier sincère de Pierrefitte, de tendance anarchiste, était sceptique sur le Pays des Hommes Nouveaux. Maintenant qu'il a vu, que pense-t-il ? ».

(Extrait de l'affiche communiste apposée sur les murs de St-Denis-la-Rouge

Déjà, à l'occasion du Premier Mai, j'avais été pressenti par des camarades d'atelier sympathisants communistes, de l'usine Hotchkiss, à Saint-Denis, pour faire partie de la délégation envoyée par les amis de l'U.R.S.S. aux fêtes de Moscou. Je n'avais pas cru devoir accepter.

Au début d'octobre, les mêmes propositions me furent faites avec plus d'insistance. Après vingt-quatre heures de réflexions, malgré mes préventions contre la façon habituelle de concevoir de telles délégations, je donnai mon acquiescement.

Dans l'esprit des camarades qui m'avaient pressenti, et pour donner plus de poids aux affirmations du délégué retour de Russie, il était nécessaire que le camarade choisi ne soit connu ni comme communiste ni comme sympathisant communiste. C'était mon cas. De plus l'estime générale dont je jouissais auprès des ouvriers de l'usine et l'influence que les communistes m'y reconnaissaient avaient guidé les auteurs de la proposition.

Un tract fut rédigé par les amis de l'U.R.S.S. (section de St-Denis) proposant aux ouvriers des usines Hotchkiss la création d'un « Comité d'Initiative » qui organiserait des réunions pour le choix du délégué et pour collecter les fonds nécessaires au voyage. Après des réunions de chaque usine, puis une réunion commune des deux usines Hotchkiss, je fus désigné à l'unanimité pour faire partie de la délégation aux fêtes du 16ème anniversaire. Il est bon de préciser qu'un des tracts distribués indiquait que c'étaient les ouvriers de l'usine Amo, de Moscou, qui invitaient les ouvriers des usines Hotchkiss à envoyer un des leurs à cette fête.

La section locale des Amis de l'U.R.S.S. organisa un meeting, salle de la Légion d'honneur, au cours duquel ma désignation fut ratifiée par la population ouvrière de Saint-Denis. A ce meeting, de nombreuses questions écrites me furent remises par les auditeurs, à charge pour moi de rapporter de Russie les réponses. A l'atelier j'en avais déjà reçu un certain nombre. A plusieurs reprises, il fut dit et même imprimé (dans *l'Humanité* du 3 novembre notamment), que les délégués se rendaient en U.R.S.S. pour *enquêter* sur les conditions d'existence et de travail des ouvriers soviétiques. C'était d'ailleurs la préoccupation dominante de mes camarades d'atelier.

Je dois indiquer ici qu'au cours du meeting de la Légion dhonneur j'avais déclaré nettement que la valeur de mes déclarations futures dépendrait uniquement de la facilité plus ou moins grande avec laquelle je pourrais me déplacer en U.R.S.S. Des camarades de la section des Amis de l'U.R.S.S. m'avaient alors répliqué que j'aurais toute facilité d'obtenir tous les renseignements désirables.

Désigné définitivement, j'avertis dès le lendemain mon chef d'atelier que j'étais obligé de m'absenter un mois et n'en cachai du reste pas la raison. J'eus une réponse négative quelques heures plus tard; un entretien avec le sous-directeur ne fut pas plus heureux.

— J'ai besoin de vous; si vous vous absentez, je vous remplacerai.

Cela ne me fit d'ailleurs pas changer d'avis.

Bien que pris de court pour réunir la somme nécessaire, les camarades chargés de collecter les fonds obtinrent, en trois semaines, environ 1.500 francs des ouvriers de chez Hotchkiss. La somme nécessaire pour se rendre jusqu'à la frontière soviétique étant fixée approximativement à 2.000 fr. le complément fut fourni par la section locale des Amis de l'U.R.S.S.

3 Novembre : Départ

Après un meeting « central », salle du Grand-Orient, rue Cadet, qui réunit péniblement 400 personnes, le départ de la délégation eut lieu le 3 novembre.

Il fut précédé d'une réunion de la délégation à laquelle je ne fus pas convoqué, je ne sais pour quelle raison. Au cours de cette réunion, le camarade Grenier, permanent du « centre » des Amis de l'U.R.S.S. fut présenté comme chef de la délégation ; il n'y eut, paraît-il, aucune protestation. Comme je croyais, ainsi que cela m'avait été affirmé à Saint-Denis, que la délégation serait libre

de choisir son président dans son sein, je fus désagréablement surpris de cette façon de procéder.

Gare du Nord, 3 novembre, 21 heures 45. Une quinzaine de bons camarades de l'atelier et d'amis ont tenu à m'accompagner jusqu'au train, 22 heures 5. Le train s'ébranle. Nous sommes dans un wagon polonais entièrement neuf, qui nous est presque entièrement réservé. Très bon agencement, mais je frémis un peu à la pensée de passer deux jours et deux nuits sur ces banquettes en bois et sans accoudoir. Nous avons de la place car certains délégués n'ont pas rejoint à temps.

Notre délégation

Il y a là, outre le « chef » de délégation déjà nommé, des ouvriers de professions et d'opinions politiques très différentes : la région du Nord est représentée par trois camarades, un docker de Dunkerque, jeune communiste, un ouvrier tulliste de Calais, confédéré, un gars du bâtiment de Boulogne-sur-Mer, membre du parti communiste ou des jeunesses. Le Midi est largement représenté. Quatre délégués : un petit propriétaire paysan du Var, un paysan du Vaucluse, un vigneron du Gard et un chaudronnier des Constructions navales de Marseille.

Nous sommes cinq Parisiens : un ajusteur, jeune communiste, de chez Citroën, un menuisier pupiste de chez Manessius, un délégué de la coopérative de restaurants : la « Famille Nouvelle », naturellement ultra-pur, un infirmier, sympathisant communiste fanatique comme le sont la plupart des « sympathisants », et moi, libertaire et syndiqué confédéré.

Il y a aussi un cordonnier de Romans, compagnon anarchiste, un vieil apiculteur de l'Allier à barbe de fleuve, de tendances libertaires, un paysan corrézien toujours en train de prendre des notes, un vieux copain retraité des postes d'Epernay représentant les cheminots de cette ville dont le délégué n'avait pu obtenir d'autorisation d'absence; ce copain-là s'élève perpétuellement contre les tentatives de «militariser » la délégation : un commis des P. T. T. de Rouen, confédéré. Il y a aussi un paysan beauceron, des jeunesses communistes, ainsi qu'une jeune Polonaise habitant Paris dont j'ignore la profession.

Je me tiens sur la réserve tout en entretenant de bonnes relations avec mes compagnons de route.

Le voyage

Pendant que nous traversons le Nord de la France, chacun s'installe de son mieux ; sous l'impulsion du « chef » de la délégation, un groupe se forme dans le couloir et entonne des chants révolutionnaires. Nous voici à la frontière belge, Erquelines, il est 1 h. 15 ; visite des bagages par les douaniers, puis contrôle des passeports, tous sont assez accommodants, mais nous semblent un peu comiques avec leur costume bizarrement chamarré. C'est ensuite la traversée du Borinage, le pays noir. Durant des kilomètres, ce ne sont que mines, hauts fourneaux, fonderies, ateliers, etc. Malgré la crise de chômage intense que subit la Belgique, on a l'impression d'une très grande activité dans toute cette région.

Voici Namur, puis Liège (4 h. 15). Pendant longtemps, nous suivons alors une longue muraille de collines et franchissons de nombreux tunnels. Il est 6 h. 45 (heure allemande) quand nous arrivons à Aix-la-Chapelle, Visite des passeports et des bagages. Travail minutieux des douaniers et nettoyage du wagon. Notre premier contact avec les fonctionnaires du Reich n'est pas trop désagréable mais ce ne sont qu'uniformes et attitudes raides. Vers 8 heures, petit déjeuner au wagon restaurant, service princier, quelques consommateurs, au type bien allemand, la plupart tête rasée, et des insignes argentés à la boutonnière ; l'un de ces insignes est un casque d'acier et son porteur nous jette un regard peu amène. Le temps est brumeux. Paysage très plat mais magnifiquement cultivé ; pas de friches, tout est propre et réjouit l'œil. Arrivée à Cologne à 8 h. 20, nombreuses hampes sur les immeubles, mais pas de drapeaux. Un panneau réclame pour le parti nazi étale sur un mur une superbe croix gammée. La gare est superbe, large et propre, mais très peu de voyageurs. Le brouillard se lève et par un beau soleil nous quittons Cologne, à 8 heures 50. Magnifique vue sur le Rhin.

Dusseldorf 9 h. 30, vu le premier nazi avec ses bottes, à bicyclette. Pas d'animation dans la gare. Pas un voyageur allemand ne monte dans le train. En gare, je vois un chef nazi doré sur tranches. Duisbourg, 10 heures, toujours brume, les villes paraissent mortes ; bien que ce soit un samedi, nous ne voyons personne dans les champs, ceux-ci sont en très bon état, dans nombre d'endroits le blé a déjà plusieurs centimètres de hauteur. Dortmund, 11 heures 15 : un peu d'animation dans les rues en travers desquelles pendent quantité de bannières avec la croix gammée. Pays inexorablement plat. Hamm 11 h. 40, gare morte. La région que nous venons de traverser est moins bien entretenue. Porta, 1 h. 25, pas d'arrêt. Je vois pour la première fois deux moulins à vent en action. Voici, enfin, après la plaine sans limite, une ligne de fortes collines sur notre droite : champs moins fignolés ; on se croirait presque en France ! Curieuses, ces vaches noires comme celles de la race bretonne; les femmes ont des tabliers bleu ciel, des jupes rouges et bêchent dans les champs. Nous approchons de Hanovre. Pour la première fois depuis que nous roulons sur le sol allemand, nous voyons deux autos sur la route et quelques paysans dans les champs. Un train de marchandises qui manœuvre, c'est le premier aperçu et il est vide ! Ah encore une camionnette !

Nous passons Seinhausen et arrivons à Hanovre à 14 h. 25 : un peu de monde sur les quais, assez bien mis. Deux nazis en tenue et un schupo sont de service sur le quai. A part notre train tout paraît mort. Tant bien que mal, je m'installe dans le porte-bagages et réussis à sommeiller jusqu'à l'arrivée à Berlin, 18 h. Long trajet du train à travers et autour de la ville. De notre wagon on aperçoit des couples tourner dans un dancing. Arrêt de 35 minutes pour prendre un nouveau wagon qu'occuperont les voyageurs de l'Intourist. Quelques mots avec une déléguée allemande, qui va aussi en U.R.S.S. Dîner au wagon

restaurant, d'une propreté étincelante. Je retourne à mon porte-bagages.

Beutschen, gare frontière allemande. 22 heures. Un nazi en civil, sans doute policier, contrôle les passeports. Quelques difficultés au sujet d'argent non déclaré à Aix-la-Chapelle. Longue attente : de nombreux nazis ou policiers font les cent pas sur le quai, enfin nous repartons. Opalenitza, première gare polonaise, 22 h. 55. Figures plus sympathiques et contact presque cordial. Le préposé aux passeports est d'une politesse à laquelle nous ne sommes pas habitués ; le douanier pose seulement quelques questions. Le train repart à minuit.

5 Novembre

Décidément, dans ces wagons sans couchettes, le porte-bagages est providentiel ! Malgré la chute d'un camarade qui a voulu m'imiter, j'y dors tant bien que mal jusqu'à l'arrivée à Varsovie, 6 h. 20. Arrêt de 3/4 d'heure; on prend une photographie de notre groupe. Gelée blanche. La gare est réduite à 4 lignes et trois quais presque vides. Où sont la propreté et le bel aspect des gares allemandes ? Aux abords de la gare, beaucoup de baraquements et même des maisons couvertes de tôle.

Bielostock, 10 h. 20. Ville natale de Zamenhof, le génial créateur de l'espéranto. Pour venir jusque là, nous avons d'abord traversé, en quittant Varsovie, une région aride, de landes sablonneuses plantées de pins rabougris, puis le sol s'est amélioré et, partant, la culture, mais toujours un aspect pauvre et triste ; certains villages ont leurs maisons recouvertes de tuiles, mais c'est une exception, la maison en bois couverte de tôle est la règle.

Une délégation suisse ayant passé par Vienne, ainsi que l'exubérante délégation espagnole, ont rejoint la nôtre.

Après Bielostock, à perte de vue, la plaine marécageuse et de maigres boqueteaux : pourtant, quelques accidents de terrain rompent la monotonie du paysage. Rares troupeaux de moutons ; là où la terre est cultivée, on retrouve le sillon de deux à trois mètres de large nécessaire à l'écoulement des eaux.

Baranowicz 14 heures. Ville assez importante, avec casernes. Elle occupe une grande étendue, avec ses mains très écartées et sans étage. Cette région apparaît un peu plus prospère et bien cultivée..

Première discussion sur l'U.R.S.S. avec un délégué coopérateur : mais rien de grave, car je reste sur une prudente réserve.

Vaste plaine labourée, moins de marécages. On ne voit pas assez d'habitants pour avoir une idée de leur existence. Quelques chariots, longs et étroits, comme on en voit en Alsace ; dans le fond de la voiture, une botte de paille, sur laquelle les gens sont assis. Curieux abris à fourrage, le tas de paille est entre quatre gaules sur lesquelles coulisse verticalement un toit garni de chaume.

Horodziej 14 h. 35, les délégués prennent des photos. Chose que l'on n'a jamais vue en France : le chef de gare fait arrêter le train, pour permettre à une voyageuse de le rattraper. Il faut dire qu'ici comme en Allemagne, le départ a lieu sans qu'aucun signal en avertisse les voyageurs, sur un simple geste du chef de gare. Un peu plus loin, en nombre assez élevé, des nids artificiels dans les arbres.

La frontière soviétique

Stolpce, 15 heures, dernière gare polonaise. Arrêt assez long pour les passeports. Comme tout le long du parcours en Pologne, les douaniers et policiers sont d'une correction qui contraste avec la morgue des fonctionnaires allemands.

Le but de notre voyage, la frontière soviétique, est atteint à 16 heures. Un arc de triomphe en bois chevauche la voie, le train s'arrête à sa hauteur. Du côté polonais, un réseau de fil de fer barbelé et quelques baraquements. Léger arrêt pendant lequel les délégués chantent *l'Internationale*. Ceux d'entre eux sur lesquels l'influence communiste a agi font le geste rituel et cadencé de « Rot Front ! ». Le train franchit la frontière marquée d'un poteau blanc rayé. La nuit tombe. Pendant notre passage, les soldats rouges de service gardent, immobiles, la position du salut militaire.

Vingt minutes après, nous arrivons à Niegorologe, première gare soviétique. Nous descendons, la valise à la main. Un détachement de l'armée rouge joue *l'Internationale*, que nous reprenons en chœur. Ces soldats sont bien habillés, d'une épaisse capote tombant jusqu'à la cheville. Les valises sont laissées sur place (nous les retrouverons à la douane). Ensuite, réception par les organisations ouvrières locales, discours et traductions. Deux ou trois cents habitants sont là, surtout des enfants. Tous sont pauvrement vêtus et nous regardent avec curiosité. Après chaque discours, *l'Internationale* est jouée par la musique militaire. Discours de bienvenue par un Russe, réponses des chefs des délégations française et suisse, puis c'est la visite des valises rapidement faite.

On nous rassemble dans le grand salon de l'Intourist, où des tables assez richement servies nous attendent. Nous attaquons le premier plat, du poisson, quand on nous présente un général de l'armée rouge qui vient dîner avec nous. Je lui fais une place près de moi, et son premier geste est de me verser de la bière. Il est tout jeune : 30 ans, et avant d'entrer à l'armée était ouvrier sur bois. J'essaie de causer avec lui, mais impossible, il ne connaît pas le Français ; je n'ai pas plus de succès en essayant l'espéranto.

Les discours recommencent et durent tout le temps du repas. Nous sommes gâtés, car si le pain est à volonté noir ou gris, on nous sert de la viande bien cuisinée et même des poires à la crème !... mais par exemple, quelle drôle de bière, avec un goût arômatique très prononcé. Les mêmes soldats-musiciens sont là eux aussi et nous jouent sept fois *l'Internationale*... A chaque fois, tout le monde se lève et entonne le refrain, en portant le poing à la hauteur du visage (style *Rot Front*). Quelques-uns, dont je suis, se contentent de se lever. Tous ces discours sont traduits, ce qui prend beaucoup de temps. Ah ! si l'espéranto était davantage répandu !

Il est presque 22 heures (heure de Moscou) quand on nous emmène à notre wagon. Recherche des valises, installation dans les compartiments. En attendant le départ, promenade sur le quai et interview des soldats, par le canal d'une interprète qui nous a été octroyée.

Questions : « Faites-vous votre service ou êtes-vous volontaires ? » « L'un de nous est volontaire, les autres font leur service obligatoire. » Deuxième question : « Les Tolstoïens qui ne veulent pas porter les armes sont-ils obligés de faire le service obligatoire ? » « Les membres de certaines sectes religieuses qui, par conviction religieuse, dûment constatée, ne veulent pas porter les armes, sont astreints à un service sans armes.» J'apprends par la suite qu'ils sont versés dans des « formations de travail » où la discipline est très rude. Sont aussi *privés* du service obligatoire les koulaks, les prêtres et quelques autres catégories de citoyens.

Autre question : « Si un homme ne faisant pas partie de ces sectes religieuses déclare ne pas vouloir être soldat, y est-il obligé ? » — « Oui, il est absolument obligé de faire le service obligatoire. »

Réponses à d'autres questions posées par des délégués : si un soldat est marié, sa femme touche une indemnité remplaçant en partie la perte que lui cause l'absence de son mari ; cette indemnité n'est jamais en argent. Les voyages des soldats sont gratuits. On peut prolonger son temps de service dans l'armée rouge.

Sans être gras, ils ont bonne mine et paraissent enjoués. Nos questions les amusent.

Départ pour Minsk, où nous arrivons vers 23 heures. Arrêt. L'interprète attire notre attention sur les nouvelles constructions, non encore terminées et dont les fenêtres brillent dans la nuit. Courte descente sur le quai. Petite conversation avec une ouvrière russe, qui parle espéranto ! Malheureusement, le départ du train coupe net mon début d'enquête. Un employé installe nos couchettes, deux superposées, avec matelas, deux draps, oreiller et couverture. Nous sommes en première classe. Wagon spacieux, couloir large (en U.R.S.S. les rails sont plus écartés), double fenêtre ne s'ouvrant pas. Chaudière de chauffage dans chaque wagon, deux lavabos mais pas de savon... On nous sert un verre de thé sans grande saveur. Les gares sont décorées pour le 16e anniversaire, de feuillages, de banderoles rouges avec inscriptions blanches et de très grands portraits de Staline et... autres grosses légumes. Au lit vers une heure du matin.

Avant de m'endormir, bercé un peu brutalement par les secousses du train, je m'essaie à analyser mes impressions. Mais elles sont trop et me donnent la sensation de s'entre-choquer dans mon cerveau. Avec le temps, tout cela se tassera, sans doute. Une chose, pourtant, domine, une sorte de mécontentement de cette réception quasi officielle qui n'est pas ce que j'avais rêvé : le simple contact avec le populo d'ici, sans fanfares et sans discours. Et ce wagon de première classe! On nous promène, nous ouvriers, comme de bons bourgeois. Que sera la suite ?

6 Novembre : arrivée à Moscou

Réveillés vers 8 heures, après nuit assez bonne. Premier coup d'œil sur le paysage. Absolument comme en Pologne : chemins boueux à l'extrême, et toujours des marécages, des sapins (moins) et des bouleaux (l'arbre national russe). Petit déjeuner, assez copieux, avec pain noir et jambon, beurre et thé des plus légers.

On nous donne un questionnaire à remplir, que vérifie soigneusement la camarade Guilda, l'interprète qui nous accompagne. Elle semble un as du genre, parlant parfaitement le français et d'une grande intelligence.

Le sol devient meilleur : assez fréquemment des troupeaux de vaches et surtout de chevaux. Mojaisk 10 h. 30. Ville importante, animée. Beaucoup de voyageurs débarquent d'un train venant probablement de Moscou. Paysans mal habillés, mais pas en loques, chaussures couvertes de boue, mais presque toutes en bon état. Beaucoup de bottes en cuir et aussi en feutre. Tous chargés d'invraisemblables paquets, valises ou baluchons. Les femmes ont des jupes courtes et des bottes qui les font ressembler à des hommes, on les confondrait sans le morceau d'étoffe qui leur couvre la tête. Sous un hangar, des tas de choux et de pommes de terre. 1 degré au thermomètre de la gare.

Nous approchons de Moscou. Les agglomérations sont plus importantes et plus rapprochées, mieux tenues aussi, en raison du sol plus accidenté et qui permet mieux l'écoulement des eaux. Un grand troupeau (d'un kolkhose sans doute) est gardé par trois jeunes paysans. Un peu plus loin, une vraie route, avec une auto de tourisme et un camion, ce sont les premiers aperçus. Des constructions en cours, en ciment armé, avec une haute cheminée marquée 1933. Un avion au loin se prépare à atterrir.

Moscou 12 h. 20. Un fort détachement de l'armée rouge est sur le quai. Musique. Sortie de la gare au pas cadencé. Arrêt au pied de la statue de Lénine. Discours des chefs de délégations. Traductions, triples hurrahs au signal d'un starter. Nombreuses *Internationales*... Quelques centaines de personnes sont là, groupées derrière les délégations ouvrières. Nous sommes mitraillés par les photographes. L'instant est solennel. Vraie ou fausse, les camarades communistes manifestent une certaine émotion.

Nous prenons place dans les autobus, qui nous conduiront à l'hotel « Europa » lequel sera notre résidence pendant notre séjour à Moscou. Cet hôtel est parmi les quatre ou cinq principaux hôtels de Moscou. Vastes escaliers en marbres garnis de tapis, statues de bronze rappelant l'ancien régime, chambres spacieuses où meubles et lustres ne rappellent que de très loin la vie à 4 ou à 5 dans de vastes et luxueuses chambres.

On nous appelle au restaurant de l'hôtel. Là, repas abondant et varié. Les tables sont couvertes de nappes, nous mangeons avec des couverts en argent. Des garçons habillés de blanc sont là, empressés à nous servir... Pendant ce temps, du fond de la salle, des jeunes femmes, avec violons et violoncelles, déversent sur nous des flots d'har-

monie... Nous payons au moyen de tickets provenant du carnet que nous a remis l'interprète-chef. Tout a été prévu : il y a des tickets pour le déjeuner, pour le dîner, et le souper ; il y en a aussi pour la boisson (eau de Narzan ou limonade), pour le coiffeur et pour les cigarettes. C'est là le début de notre « enquête ».

Courte apparition de Vaillant-Couturier, revenant de Chine, et qui, tel un vrai cabotin, s'admire dans la glace pendant qu'il nous parle. Quelle suffisance ! C'est à pouffer de rire. Le parti communiste français ira loin avec des révolutionnaires de cet acabit.

Auparavant, on nous a menés prendre une douche, dans un établissement de bains voisin de l'hôtel. Ces bains datent certainement d'avant la guerre ; là, nous prenons contact avec la coutume russe qui veut que le bain lui aussi soit collectif. Dans la cour de la maison, des tas de matériaux sont à l'abandon, reste ou préparation de modification de l'immeuble.

Visite au « coin rouge » de l'hôtel : spécialement agencé pour les besoins « culturels » des délégations de toutes langues. On sent que l'hôtel est spécialisé dans ce genre. Sur les murs, nombreuses photographies des leaders du bolchevisme, statue de Lénine, banderoles en plusieurs langues souhaitent la bienvenue aux délégués. Piano, fauteuils de repos, tables pour la correspondance, collections de journaux communistes de diverses langues et, appliqué aux délégations des pays capitalistes, le système du journal mural. Le tout assez richement meublé. C'est là que nous recevrons les délégations des organisations ouvrières locales ; c'est là aussi que des cartes postales de propagande seront mises à notre disposition.

Après Vaillant-Couturier, Monmousseau, plein d'importance, vient saluer la délégation française. Le « paradis soviétique » me paraît être une réalité pour quelques uns.

Une soirée avec les « oudarniks » de l'usine Amo

19 heures : la délégation française est invitée à assister à une soirée artistique organisée par les « oudarniks » (1) de l'usine Amo, au Petit-Opéra Ce théâtre est à proximité de l'hôtel. Nous y allons à pied et rencontrons des groupes de jeunes gens marchant au pas cadencé et chantant, encadrés par des soldats. Quelques-uns de ces jeunes sont en armes.

La réunion est commencée. Sur la scène, violemment éclairés par des projecteurs, sont assis une trentaine de membres du présidium élus par l'assemblée avant notre arrivée. Dans le fond, buste de Lénine, encadré de bannières rouges, de fleurs et de plantes vertes. Assistance choisie, recherche d'élégance chez les hommes et surtout chez les femmes. Discours, amplifiés par les haut-parleurs, d'une des grands chefs de l'armée rouge qui commente les résultats obtenus par les Soviets, tant au point de vue industriel qu'au point de vue de la paix. Une délégation des « chars d'assaut » apporte aux ouvriers de l'usine Amo une réduction d'un tank ; son chef prononce un discours, puis trois des délégués français sont reçus sur la scène, membres d'honneur du présidium. Présentation d'un numéro de gymnastique par des jeunes de l'usine. Puis arrivée d'un groupe d'enfants (maximum 12 ans) ; l'un deux prend la parole et expose de quelle façon les jeunes ont contribué a... l'épuration du Parti ! Leur défilé passe et s'en va. Parmi eux, sans doute dans un but symbolique, des porteurs de fusils, de petits avions ; d'autres enfin portent le masque à gaz.

Présentation et discours d'une délégation en armes de la Guépéou, puis discours encore, pour présenter les cinq meilleurs ouvriers de l'usine ; chose qui détone ici, trois d'entre eux sont en faux-col. Ils nous montrent un tableau en métal repoussé représentant quatre grands personnages des soviets. Après chaque présentation, l'*Internationale* est jouée, que tous écoutent debout, tête nue. Puis, un orateur vient parler au nom des membres du kolkhose que patronne l'usine Amo, et qui alimente les 22.000 ouvriers de celle-ci. Le président du présidium adresse des salutations à toutes sortes d'organisations ou d'individualités et, chaque fois, ce sont des applaudissements, dont lui-même donne le signal. Encore une présentation, celle d'une délégation de sportifs. Les uns ont des crosses canadiennes, des raquettes de tennis, des skis, des bicyclettes, des bâtons, d'autres enfin, des jeux d'échecs. Le tout accompagné de discours, de hurrahs et de triples hurrahs. Tous manœuvrent militairement au commandement et pendant qu'ils s'en vont au pas cadencé, les spectateurs battent des mains également en cadence. Discours du délégué de la grande usine de tracteurs de Kharkoff. *Internationale*. Pour la fermeture de la séance, *Internationale* avec trois couplets, puis entr'acte. La contenance de la salle est de 1500 à 1800 personnes.

On joue ensuite *Rigoletto*.

Retour à l'hôtel en passant devant le Grand Théâtre (l'Opéra de Moscou). Les hauts-parleurs, sans arrêt, déversent un déluge d'éloquence sur les passants : personne ne peut échapper à cette emprise par la vue et par l'ouïe. Une construction publicitaire gigantesque représente, grandeur naturelle, une portion d'un grand navire qui débouche dans une écluse. Ceci, pour soulever l'enthousiasme en faveur du grand canal qui relie la mer Baltique à la mer Blanche et de celui qui réunira Moscou à la Volga. D'immenses diagrammes représentent en relief, en couleurs et par transparence, le parcours de ces canaux. En face, de l'autre côté de la place, une autre construction en carton-pâte, montre en coupe les lignes de métro en construction, lesquelles doivent fonctionner dans un an. Le tout accompagné de jeux de lumière et de projections dont on n'a pas idée en France. Cela dépasse de loin tout ce qu'a pu imaginer le capitalisme, dans sa lutte pour la concurrence. C'est une véritable mystique qui se crée et qui remplace, je crois, tout naturellement tout ce qu'on a enlevé aux Russes et qui leur manque dans leur besoin de croire religieusement à quelque chose.

(1) « Oudarniks », ouvriers des brigades de choc.

7 Novembre : la parade sur la Place Rouge

Seulement six heures de sommeil, malgré la fatigue du voyage, mais c'est nécessaire si je veux faire un tour de bon matin, avant l'heure du départ pour la Place Rouge. Il « brouillasse » (comme on dit en France). Pour ne pas m'égarer, je surveille attentivement mon itinéraire. Tout est encore fermé, par de gros cadenas qui sont à l'extérieur des portes des magasins. Impossible d'avoir une idée exacte de ce qu'on peut vendre dans toutes boutiques, tellement elles sont recouvertes d'effigies de grandes dimensions de Staline (les plus nombreuses), de Lénine, de Karl Marx et de bolcheviks notoires.

Beaucoup de monde dans les rues. Tous se hâtent vers quelque lieu de rendez-vous pour participer à la démonstration populaire ou vers la Place Rouge pour y assister. De toutes les rues principales débouchent des colonnes de soldats de l'armée rouge : infanterie, cavalerie, artillerie, tanks, en quantités innombrables. Des soldats de la milice, qui remplacent ici, m'a-t-on dit, notre police de la circulation, commencent à barrer certaines rues au moyen de cordages, de bancs, etc... Ceci complique la tâche d'un promeneur, qui, comme moi, ne connaît pas un mot de russe. Enfin je rejoins à temps la délégation, où mon absence ne paraît pas avoir fait scandale. Petit déjeuner abondant et choisi, trop copieux même, car je ne puis m'empêcher de penser que ce qu'on nous donne n'est probablement pas l'ordinaire des simples ouvriers russes. Qu'on en juge : thé ou café au lait à volonté, environ un demi quart de beurre, 1 quart de fromage (genre Cantal), petits pains au lait, du jambon, pain à volonté blanc ou noir, gâteaux, cigarettes. Faut-il en déduire qu'on dorlote les délégués pour émousser leur sens critique ? Je n'en sais rien, mais cela me choque dans mon sentiment d'égalité.

Nous partons pour la place Rouge, munis d'une carte qui donne accès à un des plus beaux emplacements, et pour voir, et pour être vus. Grands efforts du chef de la délégation pour nous faire marcher par rangs de trois, mais l'esprit frondeur de l'ouvrier français empêche la cohésion et m'épargne d'être militarisé. Maints barrages à franchir. Nous sommes en place vers 9 heures, sur les degrés qui longent les murs du Kremlin. La « parade », comme on dit ici, doit commencer à 10 heures. Les soldats se massent sur un côté de la place Rouge, face au Kremlin, blanchi à la chaux pour la circonstance, et au mausolée de Lénine, lourd monument semi-pyramidal de marbre rouge. Toutes les rues avoisinantes sont remplies de troupes. Une salve de 101 coups de canon donne à la fête un aspect vraiment pacifiste.

10 heures. Un vice-commissaire (probablement à la Guerre) arrive à cheval suivi d'un ordonnance. Il s'arrête devant chaque régiment, le salue au nom du 16e anniversaire de la Révolution d'Octobre, et chaque régiment lui répond par un hurrah très bref et un autre prolongé, et ainsi de suite pour les multiples régiments massés sur et autour de la place. C'est impressionnant, tellement le mouvement d'ensemble est parfait.

10 h. 10. Staline est à la tribune et prononce un court discours. 10 h. 20. Le défilé commence. Dans un ordre parfait défilent pendant deux heures une quantité incroyable de soldats, tous, même les officiers, habillés de cette longue capote si particulière. Bataillons de femmes, milice, soldats du Guépéou, aviation, infirmières, artillerie des plus moderne (à chevaux et à tracteurs), cavalerie, marins (tout vêtus de noir) et enfin le clou : tout le matériel moderne : projecteurs, écouteurs d'avions, et des tanks en grand nombre et de toutes sortes, même des tanks-amphibies. La parade militaire se termine par le passage de deux énormes tanks qui semblent de vrais cuirassés terrestres.

Intercalés dans ces troupes, des régiments d'ouvriers armés, habillés de toutes sortes de vêtements, de toutes sortes de coiffures, bien que la casquette domine. Ceci est le grand argument des interprètes : « Voyez, disent-elles, le peuple est en armes ! Nous ne craignons pas de donner les armes aux ouvriers ! » Renseignements pris, ces ouvriers armés sont les membres des sociétés de préparation militaire d'usines. Les armes ne sont pas laissées aux ouvriers, mais groupées à l'usine. C'est toujours l'usine qui est le centre de toute activité. C'est là aussi que les ouvriers se rassemblent avant la démonstration. C'est là un moyen vraiment bien commode pour faire le contrôle des présents. Je comprends mieux pourquoi tout le monde assiste à la démonstration.

12 h. 30. Le défilé des ouvriers commence et durera jusqu'à 16 heures. Des files de soldats de l'armée rouge délimitent sur la place le passage des colonnes débouchant, sur 7 ou 8 de front, de trois rues d'une extrémité de la place. Un ouvrier sur 4 ou 5 peut-être porte ou un fanion, ou une pancarte, ou une banderole avec inscription, ou un objet symbolique ou satirique : de nombreuses réductions du ballon stratosphérique soviétique portant l'inscription « 19.000 mètres » en grandes lettres ; d'autres réductions de ballons dirigeables, mais longs cependant de 10 à 15 mètres et gonflés au gaz : des quantités de petits ballons rouges, qui sont lâchés comme le seront plus tard des pigeons voyageurs, sur la place Rouge devant le mausolée de Lénine ; de petits aéroplanes sont portés au bout de baguettes, si nombreux qu'on pourrait croire que la fabrication de ces avions est la principale industrie de Moscou.

Il n'est pas de mots pour traduire un pareil spectacle. Des groupes de jeunesses communistes passent, chantant des airs révolutionnaires ; les jeunes filles reconnaissables au foulard rouge qui leur entoure la tête. Tout cela grouille, vit d'une façon intense. Il faudrait, pour en avoir une petite idée, un appareil de prises de vues en couleurs. Ce flot coule sans interruption vers la Moskowa que la démonstration suivra longtemps avant de se disperser. Notre délégation et celle de l'Australie se mêlent à un moment donné à la foule des ouvriers et défilent avec elle devant la tribune où se trouvent les « huiles » soviétiques et le corps diplomatique. C'est le retour à l'hôtel, assez tard dans l'après-midi, puis le repas.

Je reste impressionné de tout ce que j'ai vu. Quel déploiement de forces ! Mais pourquoi faut-

il qu'ici, comme dans les pays capitalistes, on inculque au peuple la croyance en une armée forte pour avoir la paix? Et cette ferveur, que j'ai cru discerner chez ces soldats rouges, ne pourrait-elle être employée par des gouvernants sans scrupules à la réalisation d'ambitions personnelles ?

Fête à l'usine

Nous sommes conviés à une fête donnée à l'usine Amo, en notre honneur, par les meilleurs des « oudarniks » de l'usine. Discours, discours, jeux en commun (c'est à croire que dans ce pays on ne peut pas s'amuser seul), danses russes, chants, puis repas abondant, au cours duquel je prends la parole pour présenter aux délégués de l'usine Amo, le salut des ouvriers des usines Hotchkiss. Après le repas, je peux causer un instant avec un camarade français travaillant à l'usine et un italien parlant suffisamment le français, mais comme toujours ces conversations ont lieu en présence des camarades d'ateliers, de leurs chefs, de nos interprètes, etc... Comment espérer, dans ces conditions, obtenir de ces camarades des déclarations parfaitement sincères, alors que, on nous l'a dit à plusieurs reprises, c'est un honneur pour un bolchevik de dénoncer sans pitié l'attitude ou le langage « contre-révolutionnaire » de ses camarades d'atelier ?

A maintes reprises, j'ai déjà demandé s'il n'existait pas des ouvriers parlant l'espéranto. A mon grand étonnement, on m'a toujours répondu qu'il y en avait bien, mais qu'on ne les connaissait pas: et moi qui fondait un grand espoir sur la possibilité de parler, sans gêne aucune, avec des ouvriers russes, sans passer par l'interprète !

La fête terminée, nous rentrons à l'hôtel vers 23 heures et, selon une mode qui me paraît être en vigueur chez les officiels qui s'occupent de nous, nous nous rendons immédiatement au restaurant pour y prendre notre souper.

7 Novembre : réception d'une délégation de l'Armée Rouge

De très bonne heure pour Moscou, c'est-à-dire vers 10 heures du matin, on nous annonce qu'une délégation de l'armée rouge demande à être reçue par la délégation française : c'est dans le but de nous apporter le salut fraternel des soldats rouges et de nous donner quelques explications sur l'armée rouge.

En U.R.S.S., tous les chefs de l'armée rouge sont des « commandants », responsables d'une unité plus ou moins grande ; celui qui nous parle représente à peu près ce que serait un général ici. Voici les explications qu'il nous donne : le nom d'armée rouge indique une armée composée d'ouvriers et de paysans, car seuls ceux-ci sont admis dans l'armée rouge, à l'exclusion de tous les exploiteurs. La plus grande partie des commandants sont d'origine ouvrière et paysanne.

Ce général nous donne l'exemple de sa vie. Ex-paysan, en 1917, il était garde-rouge. Au début de la guerre civile, simple soldat. Dans ce temps-là, les chefs étaient élus par les soldats, qui choisissaient surtout les plus audacieux : il fut nommé commandant et apprit ainsi son métier par l'expérience ; il fut longtemps partisan contre les armées blanches. A 18 ans, il était commandant de brigade, puis commandant de division.

Après la guerre civile, une réorganisation des cadres fut nécessaire. On créa d'abord une Académie militaire destinée seulement aux commandants supérieurs; maintenant les commandants inférieurs y sont reçus aussi. Dans l'armée rouge, les commandants sont tous jeunes, car tous proviennent de la guerre civile. Le proverbe français du « bâton de maréchal dans la giberne » est exact en U.R.S.S. ; l'avancement est assuré à qui étudie. Ce commandant a fréquenté deux académies.

Tous les principaux postes en U.R.S.S. sont occupés par des ouvriers ou des paysans, que ce soit dans l'industrie, le gouvernement ou l'armée. L'enseignement de Lénine est toujours suivi, qui disait : une lutte commencée doit être menée jusqu'au bout. La Guépéou a été créée spécialement pour lutter contre les ennemis du prolétariat. Nous sommes très rudes dans cette lutte ; si nous étions trop délicats, nous ne pourrions pas aujourd'hui fêter le 16e anniversaire. La Guépéou n'applique jamais les méthodes capitalistes de répression : sa sévérité est appliquée seulement à ceux qui luttent ouvertement. La Guépéou emploie principalement la rééducation ; c'est ainsi que la construction du canal entre la mer Blanche et la Baltique a été faite par des condamnés contre-révolutionnaires ; ces derniers furent amnistiés, en partie, pour leur bonne conduite, résultat de la rééducation par la Guépéou : certains furent même décorés de l'Ordre de Lénine.

(Cette tirade sur la Guépéou est vraiment audacieuse. J'ai appris, de source sûre, que la construction du canal de la mer Blanche à la Baltique avait coûté plus de morts que le percement du Panama. Est-ce cela la rééducation par la Guépéou ? Quant aux méthodes employées, en est-il de plus efficaces que celle qui consiste à arrêter un individu sans aucune explication et à l'exécuter ou le déporter sans qu'il puisse se défendre et sans que personne, dans son entourage, sache ce qu'il est devenu ?)

Le prolétariat, reprend le général, doit être sans pitié. *La pitié est nuisible* ; la bourgeoisie n'en a pas, pourquoi en aurions-nous ?

(En accord certain avec cette absence de pitié des milliers de révolutionnaires, les meilleurs artisans de la Révolution russe, ont été exécutés, ou envoyés au bagne, ou exilés ! Le prolétariat a bon dos.)

Rôle de l'armée rouge : défendre les paysans et ouvriers et les conquêtes révolutionnaires. L'armée rouge est la vôtre. Vous l'avez vue hier, jugez-là. Impossible de ne pas être attiré par la démonstration. Je veux retenir l'attention des délégués sur la parade d'hier. On peut montrer davantage de soldats, mais cette parade est seulement un exemple. Vous n'avez vu que ce que nous voulons montrer.

Le plus grand honneur est d'être le défenseur des ouvriers du monde entier. Grâce à la puissance de l'armée rouge, la bourgeoisie envoie ses représentants en Russie. Si l'armée rouge était faible, la bourgeoisie aurait déjà déclenché une

grande attaque contre l'U.R.S.S. Aujourd'hui notre mot d'ordre est : « Ne rien laisser prendre du plus petit morceau de la Russie », car c'est, la patrie du prolétariat mondial.

Grâce à l'armée rouge, nous avons pu transformer la Russie en un pays industriel, et un armement perfectionné en est la conséquence. Les armements vus par vous hier montrent l'état de l'industrie soviétique ; tous sont fabriqués en U.R.S.S. celle-ci peut faire maintenant n'importe lesquels. Les achats faits à l'étranger le sont à titre de modèles. Exemple : l'aviation. Jadis les moteurs étaient achetés à l'étranger ; aujourd'hui, nous n'achetons plus de moteurs ni d'avions. Il est regrettable que l'aviation n'ait pas pu sortir hier. Les gros avions soviétiques réunis dépassent les gros avions réunis des autres pays. Hier, les nuages étaient trop bas, on craignait des accidents.

La force de l'armée rouge garantit la paix (1). Notre force empêche même la guerre entre nos ennemis. Alors que les conférences de la S.D.N. sont surtout un moyen de former des groupes de nations opposés. Au sujet des rapports de l'armée rouge et des ouvriers armés : ceux-ci comprennent d'anciens soldats de l'armée rouge, des détachements des jeunesses et des ouvriers, ce qui démontre que la population est prête à entrer dans l'armée rouge. Un soldat de l'armée rouge est seulement un ouvrier ou un paysan qui a mis l'uniforme ! Ailleurs on évite le contact entre l'armée et la population ; ici un soldat peut aller partout comme avant son entrée dans l'armée rouge. Les soldats peuvent entrer dans les usines, et les ouvriers dans les casernes (2). Ils se contrôlent les uns les autres.

Monmousseau, qui est présent, juge nécessaire d'intervenir : « On ne doit pas dire, déclare-t-il, que l'armée rouge est capable de vaincre la coalition impérialiste. Pour éviter une énorme effusion de sang, il faut faire apparaître le rôle de chaque prolétariat contre sa bourgeoisie. On m'a appelé en France « Colonel de l'armés rouge» ainsi que Cachin. Oui, nous sommes membres de l'armée rouge en France, car l'armée rouge est celle des ouvriers du monde entier. »

Le général reprend sa conférence : « Le prolétariat doit défendre sa patrie soviétique. De quelle façon ? En désarmant sa propre armée, en arrêtant ou sabotant la production, en arrêtant les dirigeants, en organisant des détachements de partisans. Monmousseau et ses semblables doivent nous aider à convaincre les masses. La bourgeoisie a tout entre ses mains ; il faut démasquer sa propagande en cas de guerre. Par expérience nous savons que le raisonnement marxiste peut seul permettre de lutter contre une bourgeoisie voulant la guerre.

Il arrive maintenant à cette question :

L'U.R.S.S. en face des pays capitalistes et les rapports qu'elle a avec eux.

(1) Toujours l'adage capitaliste : « si tu veux la paix... »

(2) Je n'ai pas à en juger. Nous n'avons pas visité de casernes. Pour les usines, j'y ai bien vu des soldats, mais ils étaient en armes et contrôlaient les entrées et les sorties.

Pour la paix, nous sommes obligés à des relations diplomatiques avec des pays capitalistes, sans nous occuper de leur régime. Au sujet de la France, les relations diplomatiques et commerciales sont meilleures. Nous pouvons ici être plus sincères : malgré la coquetterie de la France envers la Russie, la France considère quand même les ouvriers soviétiques comme ses ennemis.

Question d'un délégué : « On croit en France que chaque ouvrier a son fusil ; est-ce que cela ne peut pas être un danger pour la Révolution ? »

Réponse : « Les débris de l'ancien régime ne nous font pas peur. Chez nous la majorité a le pouvoir. L'armée rouge est l'amie des groupes de préparation militaire. »

Visite à la Maison de l'Armée Rouge

Ensuite a lieu le départ pour la Maison de l'Armée Rouge.

C'est un vaste cercle militaire, luxueusement agencé et accompagné d'un musée très important, extrêmement riche en documents de toutes sortes.

On nous montre un coin réservé aux opérations militaires en Ukraine : l'interprète nous dit qu'il s'agit des soldats ayant lutté contre le célèbre bandit Makhno. Je ne peux résister à l'envie de lui demander si les bolcheviks n'avaient pas été les alliés de ce « célèbre bandit ». Elle me répond que c'est exact, mais que Makhno « étant devenu anarchiste », il a fallu lutter contre lui sans aucun ménagement.

Je n'insiste pas, suffisamment édifié.

15 h. 30, déjeuner. On réunit ensuite les délégués dans une salle d'études et des « oudarniks » de l'armée rouge sont chargés de répondre à nos questions.

Résumé de leurs déclarations : l'armée soviétique atteint au total 550.000 hommes. Périodes : dans l'infanterie, 1ère année après la période de 3 mois, 1 mois chaque année pendant quatre ans. Le recrutement comprend seulement des ouvriers et des paysans, âgés de 21 ans. Durée du service : 2 ans.Les soldats chargés de famille accomplissent les périodes dans leur résidence.

Dans l'armée rouge, la femme a les mêmes droits que l'homme. Elle peut accéder à tous les grades et choisir sa spécialité. C'est une femme-soldat qui nous donne ces précisions. Elle ajoute : « La femme, étant égale à l'homme, doit défendre elle aussi le prolétariat. En U.R.S.S. il n'y a pas de service obligatoire pour les femmes, mais beaucoup d'entre elles désirant être soldates, le gouvernement a ouvert des écoles militaires féminines. Même dans les Kolkhoses, il existe des cercles d'instruction militaire pour hommes et femmes. »

Le contre-amiral de l'aviation maritime Zinoviev — rien du Zinoviev que nous connaissons — ajoute sur le même sujet qu'il y a des femmes même dans l'aviation. On les emploie aussi dans la Croix-Rouge, principalement dans la lutte contre les gaz.

Conditions d'existence de la femme-soldat :

Pas de casernes spéciales, celles qui étudient peuvent vivre dans leur famille, elles peuvent

mettre leurs enfants dans les crèches, pour les femmes simples soldats, chambres spéciales, mais même commandement que pour les hommes.

Rapports entre soldats et officiers : tous les ordres doivent être exécutés dans le service. Celui-ci terminé, ils vivent tous en camarades. Le soldat appelle l'officier : « camarade commandant », le salut n'existe pas dans la rue. Les punitions ? Pour les délits légers, il n'existe pas de punition, mais rééducation : première observation, deuxième, troisième observation, réprimande, puis heures supplémentaires de service, enfin privation d'un jour de congé. Récompense s'il y a amendement. Exemple de récompense : photographie sous le drapeau du régiment. La discipline est obtenue par le développement de la conscience de classe. Par suite de l'éducation, certains détachements n'ont jamais été punis.

Solde des simples soldats : 77 roubles par mois. Si les parents ne peuvent travailler, ils reçoivent une allocation proportionnée à leur état. Si les parents sont paysans, leurs impôts sont réduits de 25 pour cent.

Les conditions d'existence des soldats à la caserne sont meilleures que dans la vie civile, du point de vue de l'hygiène et de l'éducation. Permissions : dans l'infanterie il n'y a pas de permission, le 6e jour de la semaine est jour de repos comme dans la vie civile, sauf le cas de maladie des parents ou de récompense. Des permissions pour les travaux des champs sont données s'il y a lieu. La famille du soldat est aidée par les autres familles du kolkhose.

Les marins font deux ans de service et reçoivent six mois de congé la deuxième année.

Le soldat est de service huit heures par jour.

Nourriture : un kilo de pain, 250 grammes de viande ou 350 grammes de poisson, 35 grammes de graisse, 4 repas par jour.

Les bons résultats obtenus l'ont été par l'émulation socialiste et par des brigades de choc, et non par des coups de bâton.

L'armée rouge au travail des champs : chaque régiment parraine une « économie » agricole, dont les villages lui viennent en aide par l'envoi de produits de leurs récoltes. Ce régiment reçoit en outre du Soviet de la ville une superficie de terrain qu'il doit cultiver lui-même. Ainsi la division du Donetz s'est vu accorder 5.000 hectares, consacrés en grande partie à l'élevage des bestiaux achetés par elle dans les sovkhoses. Tous les produits reviennent au régiment et aux familles des soldats.

Demande : Est-ce que le gouvernement soviétique a fait ou veut faire une alliance militaire avec le gouvernement français ?

Réponse (évasive comme toutes les réponses aux questions d'une certaine importance) : L'Union soviétique a toujours lutté pour le renversement du capitalisme, elle a constament poursuivi une politique de paix. Litvinoff a toujours offert le désarmement complet. C'est ainsi qu'il a obtenu le traité des huit puissances avec définition de l'agresseur.

Demande : Comment les soldats savent-ils ce que fait leur diplomatie ?

Réponse : Tous les journaux sont admis dans les casernes. Dans ces journaux, toutes les questions sont clairement exposées. Les commandants peuvent lire les journaux étrangers et font à leurs soldats des conférences politiques.

Je remarque, à part moi, que cette réponse n'en est pas une, puisque seuls les journaux officiels peuvent paraître. Je me rappelle aussi qu'en France les officiers ne manquent pas, eux aussi, de faire des conférences à leurs soldats. Ceux-ci en sont-ils mieux renseignés pour cela, sur les traités secrets ?

Demande : Comment un soldat russe peut-il faire réparer une injustice commise à son égard ?

Réponse : Dans l'armée comme dans l'industrie, il existe des statuts : le soldat lésé peut porter plainte au commandant du régiment, selon la voie hiérarchique. Les cas d'abus de pouvoir sont sévérement réprimés.

Demande : Quels sont les droits politiques des soldats ?

Réponse : Les mêmes que dans la vie civile; après leur service journalier, ils peuvent sortir et fréquenter librement les réunions. Ils doivent seulement rentrer à l'heure indiquée sur leur autorisation.

Demande : Quel est le rôle de la Milice ?

Réponse : Son rôle est de veiller à l'ordre et à la circulation dans les rues. Les miliciens sont employés de la municipalité de l'endroit.

(On oublie de nous dire que, depuis janvier dernier, la Milice est sous les ordres de la Guépéou, qui peut ainsi en disposer à son gré pour toute besogne de répression).

Demande : Que fait-on des objecteurs de conscience ?

Je ne puis avoir une réponse précise à ce sujet. On se borne à me dire que l'entrée dans l'armée rouge est considérée comme un honneur et que les cas d'objection de conscience sont résolus par la rééducation. C'est toujours la même méthode dilatoire.

On nous fait savoir que l'entretien est terminé et qu'aux questions en suspens il sera répondu... plus tard. Nous nous dirigeons vers la sortie où nous attendent les autobus. A peine dans la cour, de nombreuses salves de coups de canon nous font sursauter : c'est un embrasement général aux feux de bengale, un jet de fusées. Telle est la manière dont l'armée rouge manifeste son pacifisme. Dire que nous avons fait plusieurs milliers de kilomètres pour retrouver à Moscou un 14 Juillet parisien !

Paul Dhermy,

délégué des ouvriers des usines Hotchkiss de St-Denis.

(à suivre).

Parmi nos lettres

La vie en U.R.S.S. Un de nos collaborateurs reçoit d'un de ses amis qui vit dans une grande ville de l'Oural, la lettre suivante :

...Nos voisins immédiats sont de pauvres gens absolument primitifs (ils sont retombés au primitivisme par déchéance), voués à crever, et qui nous exècrent parce que nous mangeons et serions à la rigueur bons à être dévorés. Nous courons, mon fils et moi, après le pain et le bois (demandez à P. si c'est facile). Nous aidons comme nous pouvons certains de nos voisins, mais nous ne saurions nourrir toutes les marmailles sans pain de l'endroit, et le peu que nous faisons pour les uns excite contre nous la jalousie furieuse des autres.

Il faut regarder la crise d'en bas D'un ancien militant, ces justes remarques :

On parle de la crise ; on oublie le Patron, et même l'Etat qui le protège. Pendant cette période d'oubli, les salaires baissent, on parle des difficultés de ceux qui diminuent leur « train de vie » ; mais qui essaie de donner une idée de la misère ouvrière ? Qui fait des enquêtes sur place chez les mineurs, dans le textile? Qui amène la crise sur le « plan ouvrier »?

On ne sent qu'une expression « bourgeoise » de la crise. J'entends que la bourgeoisie gérante est responsable, mais où sont les institutions ouvrières de substitution ? Où et comment les prépare-t-on ? C'est cependant autour d'elles que doit s'organiser la société de demain, et que devraient se « cristalliser » les volontés, les espoirs, les efforts, dès maintenant.

Si on voyait la crise « d'en bas », de l'atelier, de l'usine, on remonterait à la bonne critique des institutions bourgeoises, puis on penserait au moyen de les remplacer.

Je finis par penser que ceux qui ont écrit l'histoire des révolutions et surtout ceux qui en ont tiré les règles, les théories, n'ont pas été utiles au mouvement ouvrier. Ce sont les faits qui doivent guider, non les théories. Hélas, pour beaucoup aujourd'hui, les théories cachent les faits au lieu de les éclairer.

Galéjade ?... A propos du compte-rendu qui a été fait récemment ici d'un livre de Freud, un camarade, qui n'est pas de Marseille, mais qui y va souvent, nous écrit :

Vous ne pouvez vous imaginer combien le freudisme fait de ravages dans certains milieux. Des tas de gens prennent ça pour argent comptant et appliquent la méthode pour leur compte. Par exemple, la camarade M... m'a raconté qu'à une réunion de femmes contre la guerre à laquelle elle assistait, la présidente a expliqué pourquoi les femmes sont constipées.

C'est parce que les femmes sont attachées et conservatrices. Elles retiennent leurs enfants qui voudraient s'éloigner d'elles ; elles voudraient les empêcher de mourir à la guerre ; elles collectionnent les lettres qu'on leur envoie, etc... ; elles sont admirablement économes dans leur ménage, et elles poussent l'économie jusqu'à retenir... même ça. D'où leur complexion opiniâtrement constipée...

Hardi, les jeunes ! Un vieux militant de province nous écrit :

Il y a dans mon département, 22 ou 23 instituteurs abonnés à la R. P., et cela se sent. La section du Syndicat National est en plein effort. Il y a encore quelques bornes au milieu : elles sauteront le jour où les jeunes qui sont capables sauront qu'ils sont capables. Mais ils croient qu'être militant c'est quelque chose de rare. Ils subissent « notre » prestige. Il faut qu'ils arrivent à m'engueuler. Après, ça ira.

L'anarchisme et la valeur des betteraves Un camarade qui a collaboré longtemps à un journal libertaire, nous écrit :

Rien à faire. Les anars ne sont pas plus syndicalistes que les bolchevistes. Il leur faut des laïus, de la poésie, des dissertations sur la valeur nutritive des betteraves, crues ou cuites.

Jouhaux et la crise Jouhaux est actuellement en tournée en Algérie. Voici les impressions d'un camarade sur la conférence qu'il a donnée à Alger :

Hier Jouhaux a fait une conférence sur la crise économique à la Bourse du Travail. Impossible d'imaginer attitude moins syndicaliste. Pas un instant, on n'a senti le représentant de la classe ouvrière en lutte contre le capitalisme. Jouhaux parle comme un ministre radical à la recherche de solutions de compromis pour éviter la chute d'un ministère. La crise, qu'il qualifie pourtant de crise de régime, Jouhaux ne cherche nullement à l'utiliser pour imposer la volonté ouvrière; il préconise quelques palliatifs, pour en atténuer les effets et prolonger ce régime qu'il déclare condamné : pas d'équilibre illusoire du budget mais inflation contrôlée en évitant une inflation massive; politique de monnaie dirigée; rétablissement du bimétalisme, redistribution de l'or, en faisant ramener par une conférence internationale le taux de la couverture légale à 20 ou 25 %: programme de grands travaux publics; semaine de quarante heures (accordée par une conférence internationale), sans préciser s'il refuse toute diminution de salaire. *Enfin, pour couronner l'édifice, reprise de la conférence du désarmement afin d'unir les nations pacifistes contre les nations guerrières.*

Réunir des hommes d'Etat autour d'une table est pour Jouhaux la solution générale applicable à tous les domaines.

Heureusement que certains militants confédérés ont plus d'ardeur combattive.

Autrefois,

Pas un député de gauche n'aurait manqué lors de la discussion du budget de réclamer la suppression des sous-préfets.

Aujourd'hui,

où l'on ne parle que de « compressions » budgétaires, personne n'ose réclamer cette « compression ».

*
* *

Quel député osera demander combien ont coûté cette année les opérations de l'Atlas qui ont nécessité à elles-seules deux corps d'armée ?

Quel sénateur osera demander pour raison d'économie — à défaut d'autres — la non-exécution l'année prochaine des nouvelles « opérations » que Weygand est allé préparer ?

Les préludes de la Révolution Française

Les émeutes de la faim à Reims

A l'époque où se sont passés les événements que l'on va lire, la population de Reims était de près de 35.000 habitants. La principale industrie était le travail de la laine qui s'opérait dans des ateliers appartenant à de riches bourgeois. L'ensemble de ces ateliers et des maisons de négoce s'appelait depuis Colbert *la fabrique de Reims*; Colbert lui avait accordé le monopole de la fabrication des draps, des flanelles et étoffes fines dénommées « casimir ». La seconde industrie était celle des vins de Champagne; elle faisait vivre une foule d'ouvriers tonneliers, de cavistes et de vignerons, ces derniers étant exploités pour la plupart par le clergé et les moines des nombreuses abbayes de la « Montagne de Reims ».

La culture dans la plaine était peu développée à cause du sol crayeux et marécageux; champs, villages et moulins étaient la propriété de la noblesse et du clergé.

Non contents de leurs richesses et de leurs privilèges de toutes sortes, moines et nobles accaparaient en outre les grains, les exportant en d'autres régions afin de les raréfier à Reims et d'en faire monter ainsi plus facilement le prix.

Quant aux prolétaires, ils étaient obligés de travailler à un salaire de famine. On estimait alors qu'il fallait de une à deux livres par jour à l'ouvrier pour pouvoir se nourrir à lui seul. Or tout en travaillant nuit et jour l'ouvrier tisseur n'arrivait à gagner que quelques sous par jour, une livre tout au plus, avec laquelle il lui fallait vivre lui et sa famille.

Les 11 et 12 mars

L'hiver de 1788, le froid fut excessif: 15 degrés au dessous de zéro; la rivière *la Vesle* était gelée; les moulins bloqués par la glace; point de blé, point de pain. Dans les quartiers ouvriers de Saint-Rémy, Saint-Nicaise, la mortalité avait augmenté dans des proportions effroyables. C'est dans ces faubourgs, habités par une population d'ouvriers fileurs réduits au chômage et mourant de faim que la révolte après avoir longtemps grondé, éclata dans les journées des 11 et 12 mars 1789.

Cette émeute populaire, appelée *l'émeute de la faim*, fut réprimée par les efforts réunis du clergé, de la noblesse et de la bourgeoisie. Voici le récit qu'en donne le procureur du roi, M. Marlot, dans le rapport qu'il rédigea dès le 12 mars au soir:

Une émotion populaire s'est élevée dans cette ville à l'occasion de la cherté du prix des grains ; des particuliers ayant arrêté deux voitures chargées de sacs d'orge — qu'on faisait sortir de la ville — et les ayant conduites sur le marché, le peuple s'est attroupé et comme les officiers de police n'étaient pas en force, il s'est fait livrer cet orge au prix de quatre livres le septier, quoique cette espèce de grain ait été vendu les marchés précédents au prix de sept livres ; que par les murmures et par les violences, beaucoup de gens du peuple se sont fait ensuite livrer successivement les grains qui avaient été amenés sur le marché, savoir le froment au prix de douze livres au lieu de celui de dix-sept à dix-huit livres qui était le prix ordinaire du marché depuis plusieurs jours et le seigle à six et quatre livres le septier, quoiqu'il ait été vendu depuis plusieurs marchés, à celui de neuf à dix livres ; qu'après avoir épuisé les grains du marché, une partie du peuple s'est portée dans un grenier près le marché dans une maison appelée le Bras d'Or et s'est fait livrer le froment qui s'y trouvait au prix de six livres le septier ; qu'il a aussy arrêté des voitures de farine qui ont été en partie pillées et en données à vil prix ; qu'en suite, beaucoup de gens du peuple se sont répandus dans les différents quartiers de la ville, ont pris des pains chez plusieurs boulangers sans payer, se sont fait livrer des grains à vil prix dans différents greniers des laboureurs et autres particuliers de cette ville et des faubourgs, se sont attroupés aux portes de plusieurs maisons religieuses et ont fait des tentatives pour les forcer, notamment aux portes des abbayes de Saint-Pierre et Saint-Etienne-les-Dames et les abbayes de Saint-Rémy et Saint-Niçaise ; qu'ils se sont aussy fait livrer une grande quantité de seigle dans un grenier public à la cour du chapitre au prix de quatre à six livres le septier ; que l'on a été contraint de faire ces livraisons forcées pendant toute la journée du onze de ce mois et le douze jusqu'à midy et que les attroupements n'ont pu être dissipés que par les assemblées des milices bourgeoises, la réunion des militaires qui sont en semestre et par l'arrivée d'une compagnie de dragons qui a été demandée ; que cette émeute a été fomentée et soutenue par quelques gens malveillants et séditieux qui ont échauffé le peuple et l'ont porté à commettre ces violences : que quelques-uns ont été arrêtés et conduits dans la prison, etc. (1).

Les « meneurs »

L'instruction judiciaire, qui dura plus de deux mois, précisa les faits; elle montra qu'un ouvrier tisseur de la rue du Grand-Cerf, paroisse de St-Timothée, du nom de Jacques Morizet, s'étant mis en tête d'un groupe d'ouvriers qu'il avait rassemblés à la porte Cérès et qui avait envahi le marché, avait procédé lui-même aux distributions des grains au peuple, faisant amener sur la place, au cours de la journée du 11 mars, tous les convois — ouvrant les sacs, les détaillant, fixant lui-même les prix qu'il « faisait acquitter scrupuleusement ».

En même temps, un ouvrier maçon, François Charpentier, de la rue Chativesle, et un allumeur de réverbères, J.-B. Riquart, se mettaient à la tête d'une bande qui visitait la ville, vidait les greniers, les boulangeries, les brasseries, les épiceries, etc...

Tous trois furent arrêtés dans la soirée du 12 par le lieutenant de police du baillage ducal Vieillart et par la maréchaussée.

Dès le début des troubles les autorités s'étaient réunies chez l'archevêque. Tout d'abord le marquis d'Ambly, capitaine de la ville, arma la mili-

(1) *Archives judiciaires de la Marne:* 2e pièce du dossier des poursuites relatives à cette affaire.

ce bourgeoise et la compagnie de l'Arquebuse. Des forces militaires furent en outre demandées de tous côtés. Des cavaliers de la maréchaussée furent envoyés de Châlons, de Louvois; des dragons du régiment de la Reine, en garnison à Laon, arrivèrent également en hâte le 12 au soir.

L'« ordre » fut enfin rétabli. L'émeute réprimée avec férocité par le juge de l'archevêque et lieutenant de police René Vieillart, qui fut par la suite membre de l'Assemblée Nationale Constituante.

Le 20 mai suivant, le Présidial devant lequel furent renvoyés les ouvriers considérés comme meneurs, condamna le tisseur Jacques Morizet et le compagnon maçon François Charpentier aux galères perpétuelles; ils devaient être, en outre, attachés au carcan, la corde au cou, durant deux heures pendant trois jours, sur la place de Couture Saint-Jacques (2), avec un écriteau portant ces mots : *chef d'attroupement et d'émotion populaire*; enfin flétris, le troisième jour par la main du bourreau, qui leur imposa sur l'épaule, au fer rouge, les trois lettres C.A.L.

L'instruction devait se poursuivre contre d'autres prolétaires, notamment contre J.-B. Riquart, la femme d'un cardeur de laine, Claude Plantin, et celle du fileur de laine Antoine Thubé.

Morizet et F. Charpentier furent graciés sous la Révolution. Morizet revint à Reims dans sa famille et dans son quartier prolétarien; il se lia d'amitié avec le conventionnel Armonville; et en l'an IV de la République, nous le retrouvons, à la tête du mouvement babouviste des fileurs du quartier Saint-Rémy.

Dans les campagnes

En même temps que les ouvriers rémois se soulevaient, d'autres émeutes éclataient dans la région.

Les 9 et 10 mars, deux jours avant Reims, les paysans et les tisseurs de la vallée de la Suippe, à Boult-sur-Suippe, Ferrière, Lavannes et Isles-sur-Suippe, s'insurgent et pillent les convois de blé; les spéculateurs sont lynchés par des bandes de femmes qui leur reprochent avec fureur d'enlever les grains de la région, « *pendant que leurs petits enfants manquent de nourriture et meurent de faim* ». A Pontayer, les paysans prennent et brûlent les bateaux dont les accapareurs se servaient pour transporter les grains en Normandie.

Quelques semaines plus tard, le 12 mai, dans la « Montagne de Reims », à Bouzy, à Ambonnay, les ouvriers vignerons s'insurgent eux aussi, mais c'est, eux, afin de faire relever leurs salaires. Ils organisèrent une grève, « empêchant les autres ouvriers vignerons de travailler, les forçant par des menaces, en s'emparant et en brisant leurs outils, de les suivre pour contraindre les moines et les propriétaires à porter le prix des journées de travail au prix plus haut que l'usage ordinaire dans cette région »; épisode inconnu de la lutte de classe entre exploiteurs et exploités, à la veille de la Révolution.

Dans beaucoup de villages des environs de Reims, des révoltes de paysans provoquées par l'accaparement des denrées troublent également l'ordre; à Champigny, à Saint-Brice, les populations s'insurgent et accusent l'archevêque d'accaparer les grains et d'être la cause des troubles; dans le cahier des doléances de Villers-Marmery on appelle ces mouvements « la révolte des pauvres »; celui de Verzy dit que « les marchés sont coussus de peuple affamé ! » (*sic*).

Les journées de juillet

Cependant, à Reims, l'émeute des 11 et 12 mars paraît calmée. Le 16 mars, à 9 heures du matin, un nouveau rassemblement d'ouvriers arrête, à la porte Cérès, six voitures d'orge, que des laboureurs de Witry-les-Reims conduisaient à Fismes, et force les voituriers à décharger ce grain sur le marché; mais ceux-ci n'opposent aucune résistance et de nouveaux troubles sont ainsi évités.

Le ministre Necker s'inquiète de ces mouvements; il tente sans succès d'empêcher les agissements des spéculateurs, car son entourage s'y oppose. L'archevêque de Reims, les moines de l'abbaye de La Vabray, des nobles, MM. de Bussy et de Broyes d'Autry continuent à faire augmenter le prix des céréales.

Le seigle se vendait 10 livres avant le 11 mars; les insurgés Morizet, F. Charpentier et leurs troupes, l'avaient distribué à 6 et même 4 livres ; le 27 juin, les spéculateurs vendaient la même quantité de seigle à 14 livres.

Aussi le 22 juillet une nouvelle émeute éclate sur le marché, encore réprimée par les dragons de la Reine, auxquels vint se joindre un régiment d'infanterie allemande, accueilli par la classe ouvrière rémoise à coups de pierres et de tronçons de bouteilles. Pendant plusieurs jours, la police fut de nouveau débordée. Coup sur coup, les 24 et 29 juillet, deux ordonnances sont rendues pour interdire les attroupements, fermer les lieux publics et le marché à partir de huit heures du soir, astreindre les habitants à des visites domiciliaires, surveiller les étrangers, les suspects, bref placer la ville en état de siège, sous l'autorité du commandant de la garde bourgeoise.

Mais malgré cette répression féroce, la bourgeoisie alliée au clergé et à la noblesse, dut finalement céder sous la poussée irrésistible des ouvriers et des paysans qui, en luttant pour acquérir leur droit à la vie, préludaient à la conquête de « bien-être » et « liberté ».

Telle fut l'origine en Champagne de la Révolution Française. R. GÉRARD.

Parmi les députés qui vont ou ont été au mur des Fédérés, combien voteraient l'une des mesures pour laquelle sont morts les Fédérés :

Pour les fonctionnaires,
Pour les DEPUTES,
Pour les MINISTRES,
Pas de traitement au-dessus de 30.000 francs.

(2) Aujourd'hui place Drouet-d'Erlon.

La renaissance du syndicalisme

Au Syndicat Unitaire du Livre-Papier parisien

Les enseignements d'un conflit

Il est fort question, depuis quelque temps, dans le Livre parisien d'un conflit extrêmement sérieux qui met aux prises les dirigeants du syndicat du Livre-Papier de la région Parisienne d'une part, et les dirigeants de la Fédération d'autre part. Ce conflit, qui a été crescendo au cours de ces derniers mois, a atteint son plus haut point d'acuité autour de notre dernier congrès fédéral qui a eu lieu au mois d'octobre.

Bien entendu, à ses débuts la querelle fut soigneusement dissimulée, car elle faisait se heurter des gens qui s'efforçaient, chacun de leur côté, de prouver qu'ils étaient des super-révolutionnaires et parce qu'elle opposait des communistes ou soi-disant communistes, dont quelques uns sont d'ailleurs membres du parti, à d'autres communistes dont le travail consiste dans leur fraction à régler à l'aide d'un cordeau tous les actes de leurs sous-ordres afin qu'ils ne sortent pas de la ligne. Par la suite, il ne fut plus possible d'étouffer les échos de la guerre que se livraient nos purs et nos demi-purs, et maintenant tout le monde en parle avec intérêt dans notre organisation.

L'ORIGINE DES QUERELLES

D'abord on commença dans les organismes supérieurs à savonner sérieusement les dirigeants de notre syndicat en leur reprochant leur conduite non conforme à la fameuse ligne ; ceci commença quelque temps avant le dernier congrès de la 20ᵉ union, par un article virulent du général Raynaud. Dans cet article, Raynaud traitait carrément nos secrétaires de réformistes, de fatigués, de gens qui ne veulent que s'en tenir aux routines, ne pas voir la situation et la formidable « radicalisation » des masses : c'est-à-dire que l'on commença à les gratifier de qualificatifs charmants qu'habituellement on réserve à ces cochons de minoritaires.

Au congrès de la 20ᵉ union, la chicane continua : mais, toutefois, nos dirigeants tinrent à bien faire remarquer qu'ils n'avaient rien de commun avec la minorité confédérale. On verra par la suite que vu les accusations qui sont portées contre quelques-uns d'entre eux, nous nous félicitons de cette distinction.

Inutile de dire que, par la suite, les choses ne firent que s'aggraver. Les camarades en butte aux accusations des dirigeants de la Fédération et de la 20ᵉ union, firent appel à la solidarité de tout le conseil syndical central. Ce dernier n'a d'ailleurs cessé depuis, à la presque unanimité, de soutenir ses délégués : ce qui évidemment n'est pas du goût de la fraction communiste.

Comme les dirigeants de la fraction — ou de la Fédération, c'est la même chose — finirent par se rendre compte qu'il leur serait impossible de scinder le conseil syndical ou d'isoler le bureau par le jeu loyal d'une discussion portant uniquement sur des divergences politiques ou de tactique, ils furent bien forcés de chercher d'autres moyens, peut-être plus malhonnêtes mais aussi peut-être plus efficaces. Alors on commença à faire circuler, sur le compte des camarades visés, les petites salétés dont savent si bien se servir les pseudo-communistes.

LES ACCUSATIONS CONTRE POENCIN

D'abord comme le camarade Poëncin était membre du parti, que d'autre part on le considérait comme le plus dangereux, et qu'il n'était pas du tout décidé à se laisser faire, on le traduisit devant une commission de contrôle de son parti sous l'inculpation d'attitude anti-communiste. Poëncin n'ayant pas pu se présenter le jour fixé, pour des raisons sérieuses, fut accusé de se dérober au jugement de ses chefs.

Tout de suite, je veux demander aux camarades qui me lisent de ne pas leur infliger la lecture de toutes les accusations qui ont été portées contre Poëncin ; tout de même, il faut signaler aux lecteurs de la *R. P.* comment dans un parti qui a la prétention d'être le guide de la classe ouvrière, qui veut remplacer le régime pourri dans lequel nous vivons par un système plus équitable et plus honnête, on a recours à des moyens, pour démolir ses adversaires, que les bourgeois eux-mêmes n'emploieraient peut-être pas.

Le camarade Poëncin — qui est un artiste — ayant participé à la création d'une coopérative de reliure d'art, création qui remonte déjà à près de deux ans, se voit accusé d'être *patron*. Cette coopérative qui est composée d'une dizaine de membres — tous syndiqués unitaires, — et qui a besoin, comme cela se fait dans la reliure d'art, que ses travaux soient signés, — a désigné le camarade Poëncin pour la signature desdits travaux : ceci en raison de la réputation professionnelle de notre camarade.

Aussitôt, nos purs, dont l'intelligence égale la bonne foi, lancèrent-ils à tous vents que Poëncin était patron relieur. Ils insinuèrent même que s'il avait réussi à se mettre « à la tête d'une entreprise commerciale », c'était grâce aux émoluments princiers qu'il touchait — avec sa compagne qui est dactylo dans notre organisation.

Deux petites remarques : d'abord, la fraction communiste a fait distribuer ou plutôt circuler dans les ateliers un long factum portant les accusations suscitées — on peut se rendre compte par là où sont ceux qui désagrègent les organisations syndicales — ; ensuite, chose typique, un des rédacteurs de ce factum fut lui-même accusé, il y a quelques années, d'être patron blanchisseur. Alors qu'autour de cette dernière accusation il fut fait un silence prudent, il faut reconnaître loyalement qu'au contraire, le camarade Poëncin semble bien décidé à faire beaucoup de bruit.

LA CONVENTION ROTATIVISTE

Chacun sait qu'après avoir été les inventeurs ou les défenseurs du principe de l'ajustement des salaires par l'échelle mobile, nos grands stratèges du P. C. ont dénoncé depuis quelque temps l'emploi de cette combinaison comme étant très réformiste. Nos grands hommes du P. C. étant très habitués à pratiquer des « tournants » rapides, ils se figurent que tout le monde est aussi entraîné qu'eux dans ce genre d'exercice. Il en résulte forcément des inconvénients comme ceux qui suivent :

Notre organisation syndicale qui est une organisation relativement forte — je dis relativement, car, hélas ! ses forces commencent à décliner — et qui, en raison de cette force a une structure organique et des rouages administratifs assez compliqués, doit tenir compte, aussi, des vieilles traditions qui subsistent parmi les travailleurs du Livre.

Parmi ces traditions, on peut dire qu'une des principales est un vieil esprit syndicaliste qui, tacitement

ou ouvertement, ne veut accorder confiance qu'à l'organisation syndicale en ce qui concerne les revendications professionnelles. Donc, par conséquent, on ne peut pas, sans crainte de déchaîner une légitime colère, venir dire à nos camarades, après qu'ils en aient pu mesurer les avantages : « Hier, pour nos besoins de propagande, nous trouvions telle chose excellente — en l'occurence l'échelle mobile — ; aujourd'hui, pour les mêmes besoins, nous trouvons cette même chose abominable. » Et j'ajouterai, avec certitude, que c'est cet état d'esprit des travailleurs du Livre qui a empêché jusqu'à présent les syndicats de cette corporation d'être la proie de toutes les fantaisies politiques de nos dirigeants communistes.

Le renouvellement et la signature de la convention rotativiste, qui lie les patrons des imprimeries de journaux et notre syndicat, a été une première cause de conflit entre ce dernier et la fraction communiste.

Après la scission confédérale, un gros effort fut fait par notre syndicat pour recruter parmi les imprimeries de journaux. De leur côté, les dirigeants confédérés firent de même pour créer une section syndicale de cette catégorie de travailleurs. Bien entendu,sans vouloir diminuer l'organisation confédérée, à un certain moment les patrons profitèrent de cette dualité pour refuser toute entente avec le syndicat unitaire. Toutefois, aux abords de 1926, les patrons se décidèrent bon gré mal gré à « connaître » le syndicat communiste — comme ils disaient. C'est à cette époque que fut conclue, pour la première fois, une convention de travail entre les patrons et notre syndicat.

Ce qu'il y eut de particulier dans cette convention, c'est que son acceptation ne fut que purement verbale. Toutefois, elle fut respectée par les patrons et elle vint à expiration en 1931.

A cette époque, une diminution des indices ayant entraîné une baisse des salaires, de nouveaux pourparlers furent engagés avec les patrons de journaux en vue du renouvellement d'une convention quelque peu modifiée. Les pourparlers se continuèrent jusqu'en 1932 et enfin ont abouti à la *signature* de la convention actuelle.

D'abord, bien que l'établissement des tarifs soit basé sur l'échelle mobile — ce qui est le principal grief de nos purs — les camarades qui ont discuté cet accord ont réussi à faire accepter par les patrons des conditions extrêmement importantes.

Avant la guerre, il n'y avait pour ainsi dire pas de tarifs égaux dans les journaux. Si dans certaines maisons on payait des salaires qui tournaient autour de dix ou douze francs par service, par contre, dans d'autres boîtes le tarif n'était que de huit francs.Donc, dans ces conditions, la moyenne qui devait être prise comme base 1914 était *dix francs*. Eh bien nos camarades réussirent à faire porter la base 1914 à : *onze francs* pour le service de jour, et *treize francs* pour le service de nuit. Il en résulte que, pour certaines maisons qui auparavant étaient les moins payées, cela entraîne pour les ouvriers une augmentation de salaire atteignant en certains cas 4 et 5 francs par service.

De plus, alors qu'avant la nouvelle convention les tarifs variaient avec les maisons, aujourd'hui il n'y a plus qu'un tarif unique pour la région parisienne : ce qui du point de vue syndical a une très grosse importance.

D'autre part la convention réduit le travail pour certaines catégories d'ouvriers : ce qui évidemment constitue encore à vrai dire, une augmentation de salaire.

Bref, ce qui est remarquable dans tout ceci, c'est qu'alors que la précédente convention n'était que verbale, celle-ci a été *signée* par les patrons qui s'engagent à l'appliquer et à la respecter pendant une durée de cinq ans.

Bien entendu nos purs, dont l'expérience et l'adresse sont légendaires, reprochent vivement à nos camarades de s'être engagés pour une si longue durée.Certes, ce n'est pas à nous de dire que les dirigeants de notre syndicat ont fait des merveilles, mais, tout de même, nous devons admettre que si les patrons ont fini par consentir à la signature d'une convention qui donne, entre autres, les avantages que j'ai énumérés, ce n'est pas sans avoir de leur côté manifesté certaines exigences : exigences qui ont entraîné le maintien de l'échelle mobile et la durée de cinq ans pour le contrat.

Nos chefs communistes, dont la prétention n'est pas le moindre défaut, prétendent qu'ils auraient imposé aux patrons un accord unilatéral qui les aurait soustraits aux obligations sus-citées.

J'en terminerai sur cette question en disant que les intéressés, c'est-à-dire les rotativistes sont très satisfaits du travail de nos délégués.

Cela est si vrai, que, devant les critiques qui leur étaient faites, nos secrétaires de syndicats firent la proposition à leurs adversaires de venir discuter la question dans une assemblée des travailleurs de journaux. Eh bien il y eut dégonflage général, et en particulier le camarade Raynaud ne voulut pas affronter la réception que lui réservaient les rotativistes.

LE RESPECT DU LABEL SYNDICAL

Parmi toutes les choses qui sont reprochées à nos camarades — et dont je ne parlerai pas faute de temps et de place — il en est qui sont d'une telle ânerie que la malhonnêteté en apparaît à chaque syllabe. Mais toutefois, je vais parler d'un grave reproche qui est fait à notre camarade Poëncin. Cela va nous permettre — à quelques imprimeurs — d'étaler un scandale qui nous tient à cœur depuis longtemps.

On reproche à Poëncin d'avoir trahi son parti pour avoir demandé — en vertu du mandat pour lequel il est secrétaire du syndicat du Livre-Papier — aux syndiqués de faire respecter notre Label syndical.

En effet, on assiste depuis déjà de longues années à cette chose ignoble d'un parti qui prétend défendre la classe ouvrière, et qui préfère faire faire une partie de ses imprimés par *des jaunes* plutôt que de faire travailler les ouvriers syndiqués. Je pourrais citer une quantité de cas se rapportant à ce scandale, mais je me contenterai de ne parler que des incidents à l'aide desquels on a le culot de faire des reproches à *Poëncin*.

Depuis longtemps déjà, le Bureau d'Editions, qui, comme chacun sait, est l'organisme de diffusion de la littérature de la Troisième Internationale, donnait beaucoup de travail à faire à l'imprimerie d'art Voltaire, rue Richer à Paris. Bien entendu, tout ce travail était fait sans notre marque syndicale puisque la maison n'étant pas en règle avec notre organisation elle n'avait pas droit au Label. On fit même tirer plusieurs numéros des « Cahiers du Bolchevisme » dans ces conditions.

Fatigués de faire continuellement des réclamations à la direction du parti sans aucun résultat et devant les plaintes continuelles de camarades chômeurs ou de camarades travaillant dans des maisons à Label et contraints au chômage partiel pendant que le parti et certaines organisations qui dépendent de lui donnent leurs travaux dans des maisons à exploitation renforcée, il paraît, qu'excédés, des camarades du bureau syndical parlèrent de représailles contre le parti et même d'un arrêt de quelques minutes du journal « L'Humanité ». Aussitôt, nos révolutionnaires staliniens de crier à la trahison de vouloir arrêter le grand journal des masses pour rappeler à ses patrons qu'il ne suffit pas d'écrire dans ses colonnes que les

ouvriers doivent défendre leurs salaires pour, dans la pratique, mépriser leurs intérêts les plus élémentaires. Mais le plus beau dans tout ceci c'est que nos secrétaires fédéraux, qui devraient être les premiers à défendre le respect de notre Label, accusent le camarade Poëncin, qui a simplement fait son devoir, d'être un traître.

Mais voyons voir qu'est-ce que cette imprimerie « d'art Voltaire » que certains membres influents du parti tiennent tant à favoriser en lui fournissant du travail : *cette maison a pour principal commanditaire un sieur Scaff, banquier russe blanc*. Voilà, camarades, les gens que l'on fait travailler pendant que tant de maisons à Label font chômer leurs ouvriers.

Quand on connaît certains individus qui sont à la tête d'organismes importants du parti (1) ; quand on sait surtout les nombreux démêlés que ces individus ont eus avec nos syndicats, on peut regretter au contraire que nos dirigeants du syndicat n'aient pas été assez énergiques en ce qui concerne le respect du Label.

Pour ma part, je serais partisan de l'organisation de manifestations de nos chômeurs du Livre devant le siège du parti, chaque fois qu'il nous tombe dans les mains de ses imprimés sans Label.

LE CONGRES FEDERAL

Après toutes ces dissensions qui allèrent s'aggravant chaque jour, le congrès de la Fédération Unitaire du Livre se réunit à Grenoble, au mois d'octobre dernier, à un moment où les esprits étaient quelque peu échauffés.

En raison des saletés qui avaient été déversées sur Poëncin, nos délégués se présentèrent à Grenoble avec l'intention de demander quelques explications à nos dirigeants fédéraux. A l'ouverture du congrès, un camarade se leva pour demander s'il était normal qu'un patron — Poëncin ayant été présenté comme tel — figure parmi les délégués au congrès. Cette question jeta la panique dans les rangs de la fraction et, nos secrétaires fédéraux se dégonflant lamentablement, ont voulu ergoter. D'abord on voulut prétendre que cette question étant une affaire intéressant le parti seul, elle n'avait pas à être discutée au congrès. Ce à quoi des camarades firent, au contraire, remarquer que si dans le parti communiste on admet des patrons — ce qui regarde les partis politiques — même quand ils se disent révolutionnaires — par contre, cela serait intolérable dans une organisation syndicale. Par la suite les secrétaires fédéraux s'étant opposés à la nomination d'une commission d'enquête, nos délégués quittèrent le congrès en claquant les portes.

Le plus drôle de l'histoire, c'est que notre syndicat du Livre-Papier de la région parisienne constituant à lui seul la moitié des effectifs de la fédération, et s'étant retiré du congrès, tous les votes qui eurent lieu furent émis par une petite minorité — si l'on considère, de plus, que d'autres syndicats qui assistèrent au congrès, étant minoritaires, votèrent : contre, dans tous les votes. Ceci n'a pas empêché l'*Humanité* de dire que le rapport moral avait été accepté par une majorité importante des syndicats.

Voilà où en sont les choses. Devant avoir prochainement lieu, notre assemblée générale dira avec qui elle est. Si elle est avec les insultés pour avoir fait du bon travail syndical, ou avec ceux qui pour les besoins de leur gymnastique politique démolissent nos organisations syndicales.

⁂

Quelles peuvent être les conséquences de ce conflit en ce qui concerne notre position minoritaire ? Il serait hasardeux de présumer de l'avenir ; toutefois, il est presque certain, pour un certain temps tout au moins, que les camarades, qui à l'heure actuelle se font étriller d'une si belle façon (1), ne viendront pas avec nous. Ceci pour des raisons de prestige personnel ; parce que l'on ne voudrait pas avoir l'air de renier la lutte qu'on a menée contre les minoritaires qui, eux se sont toujours élevés contre la mainmise du parti sur nos syndicats. Et pourtant, je ne voudrais pas me faire trop méchant envers ces nouvelles victimes de la fraction « dirigeante », cependant je suis convaincu que leur position est infiniment *ridicule*. Elle est ridicule, car ayant voulu faire un travail syndical, conformément à leur mandat, ils se voient aujourd'hui fustigés par ceux-là mêmes qui nous fustigèrent lorsque justement nous défendions l'indépendance de ce travail syndical.

Mais que nous importent à nous les étiquettes ! On n'est pas minoritaire par plaisir de faire de l'opposition ou par snobisme ! On est minoritaire quand on s'oppose aux folies d'une majorité confédérale ou plutôt d'une direction confédérale comme la nôtre. Par conséquent, que nous importe à nous que nos secrétaires et la majorité de notre conseil syndical continuent à se mettre une faucille et un marteau sur le nombril ; ce qui nous intéresse, c'est que leur travail soit conforme aux intérêts de *tous les syndiqués*.

C'est pour cette raison que, pour le moment du moins, nous nous rangerons à leurs côtés contre nos adversaires communistes orthodoxes.

Georges ALHOMME.

(1) Entre autres, le triste Cical, qui dirige maintenant les Editions Sociales Internationales, rue Racine.

(1) Cela leur « fait les pieds ». Je crois sincèrement, malgré tout, qu'eux-mêmes n'auraient pas employé contre nous de procédés aussi crapuleux que ceux qui sont employés contre eux.

A propos du lock-out des Dockers de Dunkerque

L'effort de solidarité des Dockers Autonomes du Havre

Les nombreux communiqués parus dans le journal « L'Humanité », n'ayant jamais fait mention, d'une façon précise, de l'attitude prise par le Syndicat Autonome des Dockers du Havre pour soutenir les lock-outés, il est utile de faire connaître aux lecteurs de la *Révolution Prolétarienne* que les dockers autonomes du Havre, non seulement, n'ont pas failli à leur devoir, mais ont été les seuls qui aient accomplis, vis à vis des Dockers de Dunkerque, lock-outés depuis le 6 octobre, leur devoir de solidarité.

En effet, comprenant toute l'importance de la lutte engagée par ces camarades contre les magnats de l'Union Maritime, le Syndicat Autonome des Dockers du Havre, avait dans le journal « Vérités » de septembre, c'est-à-dire plus de trois semaines avant que le lock-out ait été déclanché, lancé en leur faveur l'appel suivant :

Tout va être mis en œuvre, tant par le patronat de Dunkerque, que par les Pouvoirs publics, pour briser la résistance de nos camarades.

Il se pourrait que des navires destinés à ce port soient déroutés. D'ores et déjà, même avant qu'il nous soit demandé officiellement par leur Syndicat, il nous appartient de veiller à ce qu'aucune marchandise destinée au port de Dunkerque ne soit manutentionnée au Havre. Nous attirons tout spécialement l'attention des camarades travaillant sur les bateaux de la Compagnie Générale Transatlantique, des Chargeurs Réunis et des Messageries Mari-

times à être vigilants, et leur demandons de signaler aux Secrétaires tout ce qui paraîtrait suspect.

Les répercussions du conflit en cours peuvent influer énormément sur le renouvellement de notre contrat. Tous les ouvriers du port du Havre doivent être imprégnés de cette idée, et doivent agir, sans arrière-pensée, pour assurer dans la mesure de leurs moyens la victoire des Dockers de Dunkerque.

Décidés à mettre tout en œuvre pour les aider dans leur lutte, les 28 septembre et 7 octobre, les dirigeants des dockers du Havre, au cours de conversations téléphoniques, demandaient à Dunkerque de leur faire parvenir d'urgence, afin de les boycotter, la liste des bateaux pouvant être déroutés. La promesse faite, de faire le nécessaire au plus tôt, ne fut pas tenue.

Répondant à l'appel lancé, dans leur organe syndical, les dockers du Havre, quoique n'ayant rien reçu de Dunkerque, se refusaient à manutentionner les marchandises qu'ils jugeaient destinées à ce port.

Enfin le 13 octobre, en réponse à une lettre du 12, demandant la liste des bateaux déroutés de Dunkerque, Huyghe, secrétaire du syndicat, faisait part : qu'il est très difficile de donner des renseignements en ce qui concerne les navires qui étaient attendus dans ce port. Cette liste était cependant publiée dans le « Nord-Maritime » et « L'Humanité ». Par qui avait-elle été fournie à ce dernier ?

Tous les militants qui connaissent les procédés en honneur chez nos extra-purs, ne seront pas étonnés d'apprendre que si on ne donnait pas ces renseignements aux responsables des dockers du Havre, c'est qu'ils avaient été adressés à un groupement minuscule, composé de quelques unités, cent pour cent, qui s'intitule pompeusement « Comité d'Action du Port ». Un nommé Coroller les avait en poche depuis quelques temps déjà.

Malgré cette façon d'opérer, que nous laissons à chacun le soin de juger, les dirigeants des dockers du Havre ne continuèrent pas moins à surveiller d'une façon très attentive à ce que la solidarité fut appliquée intégralement sur le port. Sur leur proposition, l'ordre du jour suivant fut adopté à la réunion du 18 octobre :

Les ouvriers du Port, Commis Auxiliaires et Similaires du Port du Havre, réunis en Assemblée Générale le mercredi 18 octobre, au Cercle Franklin, au nombre de 3.000, après avoir entendu les explications fournies par les Secrétaires sur les mesures prises par le Conseil syndical pour aider, d'une façon efficace, les Dockers de Dunkerque lock-outés par les magnats de l'Union Maritime appuyés par les Pouvoirs publics ;

Approuvent les mesures prises pour boycotter tous navires à destination de ce Port et empêcher par les moyens en leur pouvoir la manutention sur les quais du Havre des marchandises destinées à Dunkerque ;

S'engagent à être vigilants pour démontrer au patronat qu'il ne doit pas compter sur les Dockers du Havre pour les aider dans leur criminelle entreprise, qui consiste à vouloir, en posant des conditions inacceptables pour les travailleurs, détruire cette Organisation syndicale ;

Demandent aux Pouvoirs publics le retrait immédiat des gardes mobiles du port de Dunkerque, et l'inscription de tous les lock-outés aux fonds de chômage ;

Décident d'adresser aux Dockers Dunkerquois, à titre de premier versement, la somme de MILLE FRANCS (1.000 Francs), et demandent aux Ouvriers du Port du Havre, malgré leur situation difficile, de faire bon accueil aux vendeurs de timbres de solidarité pour les aider à triompher de leurs tenaces exploiteurs ;

Adressent à leurs camarades de Dunkerque leurs meilleurs vœux de succès ;

Se séparent aux cris de : Vive le Syndicat Autonome des Ouvriers du Port, Commis Auxiliaires et Similaires du Havre.

La position nette, prise dans ce conflit par les dirigeants du port du Havre, n'a cependant pas empêché le « Mauvais », secrétaire de la C.G.T.U., présent à Dunkerque, de publier un article dans « L'Humanité », les dénonçant comme des gens malhonnêtes, n'ayant pas voulu appliquer les décisions prises au cours de cette assemblée.

Jusqu'à ce jour, malgré trois demandes, il n'a pas été possible d'obtenir, pour l'édification de ceux qui ne savent pas ce qui se passe au Havre, qu'une rectification soit faite à ce sujet.

Depuis, une proposition de grève de 24 heures a été adressée à tous les dockers des ports de France, par-dessus la tête de toutes les organisations existantes qui groupent la plupart des dockers. Malgré cette nouvelle incartade, les dirigeants du Havre en ont discuté sérieusement, et ont, dans le libellé du tract suivant, répondu à cette invitation :

AUX OUVRIERS DU PORT

Chers Camarades,

En réponse au tract qui vous a été distribué le 7 courant par des Délégués de Dunkerque, pour couper court à certains bruits démagogiques, votre Commission Administrative syndicale a jugé utile de vous faire connaître la position qu'elle a prise à ce sujet, et a décidé de porter à votre connaissance l'Ordre du Jour suivant qu'elle a adopté à l'unanimité :

« La Commission administrative du Syndicat Autonome des Ouvriers du Port, Commis Auxiliaires et Similaires du Havre, réunis le mercredi 8 novembre 1933, au Cercle Franklin ;

Après avoir entendu les Camarades mandatés par l'Assemblée Générale des Dockers de Dunkerque lock-outés dans leurs explications : 1° Sur la situation faite présentement aux Ouvriers de ce Port ; 2° Sur leur demande de grève de solidarité de 24 heures formulée par lettre et par tracts distribués à profusion sur le Port du Havre;

Considérant qu'il est affirmé même par les écrits émanant des responsables et mandataires des Docker de Dunkerque, que les Ouvriers du Port du Havre, tant par la solidarité financière que par le refus systématique de manutentionner les marchandises destinées à Dunkerque, ont bien rempli leur devoir de solidarité envers leurs Camarades lock-outés ;

Qu'il est indéniable que si les autres Ports de la Manche et de la Mer du Nord, entre autres : Boulogne, Calais, Gand, Anvers et Rotterdam, avaient accompli les mêmes gestes de solidarité, la situation des lutteurs Dunkerquois aurait été des plus favorables

Regrette, au moment où il lui est demandé de faire une grève de solidarité de 24 heures, de constater que les Mariniers appartenant à la C.G.T.U. ont décidé la reprise des affrètements sur le Port de Dunkerque, aidant ainsi les Employeurs dans leur sinistre besogne ;

Déclare, dans ces conditions, que la grève de solidarité de 24 heures qu'il leur est demandée de faire ne pourrait puisque ne pouvant être faite par d'autres ports, même par ceux dont les Organisations appartiennent à la C.G.T.U., apporter aucune aide efficace pour battre ces Employeurs de Dunkerque.

En conséquence, la Commission administrative du Syndicat Autonome des Ouvriers du Port, Commis Auxiliaires et Similaires du Havre, toujours soucieuse, comme par le passé, de ne faire la grève que pour des résultats et non pour le communiqué, se prononce contre la grève des 24 heures ;

Demande aux Ouvriers du Port, Commis Auxiliaires et Similaires du Havre de continuer, comme par le passé, sans arrière-pensée, à remplir à l'égard de leurs Camarades Dunkerquois leur devoir de solidarité, tant que durera le conflit en cours ».

Au point de vue financier, malgré la crise de chômage intense qui sévit sur le port, un effort sérieux a été fait. Au 15 novembre, le montant de la vente des timbres de solidarité a produit environ 8.000 frs (huit mille francs), qui ont été adressés directement à Dunkerque. Bien entendu, comme ces fonds ne sont pas adressés à Racamond, « L'Humanité » les passe sous silence.

Plus tard, pour l'édification de nombreux camarades, il sera nécessaire de parler comment les fonds collectés pour les lutteurs de Dunkerque sont employés. Ce sera l'objet d'un nouveau papier.

La lutte des dockers de Dunkerque, une fois de plus, démontre combien l'unité syndicale est indispensable dans les circonstances actuelles. Aux militants confédérés, unitaires et autonomes, de dire s'il n'est pas temps que cesse pour le plus grand profit de la classe ouvrière, la lutte de tendances, la lutte de boutiques, la lutte de places.

UN DOCKER DU HAVRE.

Chez les chauffeurs de taxi parisiens c'est la pagaille !

L'organisation syndicale chez les chauffeurs de taxi parisiens est la proie d'un désordre indescriptible.

Héritiers du syndicat unique des cochers-chauffeurs, dont les 9.000 membres avaient dans le passé, tenu en échec l'intransigeant consortium des grandes compagnies, les politiciens bolcheviks ont fini par anéantir une des plus belles organisations parisiennes. La bolchevisation du syndicat a eu pour résultat de faire surgir une nuée d'organisations hétéroclites qui ont inauguré un syndicalisme spécial.

Entre le syndicat unitaire et le syndicat confédéré, végète une « Amicale des artisans du taxi » qui englobe quelques centaines de conducteurs propriétaires de leur voiture. Mais voici qu'un désaccord se fait jour dans le conseil d'administration. On s'accuse réciproquement d'avoir mis la caisse à sec. Une équipe quitte l'amicale, qui n'est en somme qu'une simple entreprise commerciale, et va ouvrir une boutique en face.

Dans les communes de la banlieue proche, les « Amicales » se multiplient comme des champignons Ces noyaux qui se disent corporatifs sont indépendants les uns des autres, et œuvrent chacun dans son fief et pour son propre compte mais le plus souvent au détriment des autres. Ainsi, à Asnières, au Drancy, les membres de ces syndicats-miniatures ont suggéré à leurs maires respectifs d'établir par arrêté un droit de stationnement, de manière à éliminer de la place les chauffeurs étrangers à la commune. Voilà une forme de la solidarité syndicale assez inattendue, mais qui n'empêche nullement ceux qui la pratiquent d'être affiliés, soit au syndicat unitaire, soit au syndicat confédéré.

Le syndicat unitaire patauge dans la confusion et la contradiction. Il défend les intérêts de toute la corporation ; en réalité, il ne défend personne. En même temps il combat telle organisation dissidente ou prend en mains les intérêts de telle autre. Il contemple d'un œil insouciant l'immense fatras et se prononce pour la limitation de la journée de travail, les assurances sociales, le carburant à la charge des patrons, la suppression du travail à la moyenne. Seulement le syndicat unitaire se comporte comme le plus cynique des patrons ; car il se garde bien de faire bénéficier de ces avantages les trois cents chauffeurs de sa « Syndicale-Taxi ».

Malgré tous leurs déboires, les dirigeants unitaires continuent à palabrer et aspergent de rodomontades les auditoires de chauffeurs en guenilles. On aboie aux chausses du syndicat confédéré. On dénonce ses trahisons avant même qu'il entreprenne quoi que ce soit. Il est vrai qu'il n'entreprend jamais rien, ce qui du reste, doit suffire à l'innocenter de toutes les trahisons dont l'accusent les unitaires. Aux militants qui harcèlent ses dirigeants et lui demandent d'agir, on répond imperturbablement : « Patience, cela va venir ». Mais cela ne vient jamais. Pourtant il est temps qu'il se décide enfin à rassembler les troupes éparses et toutes les bonnes volontés. Le syndicat confédéré doit trouver sans peine des camarades dévoués pour l'aider à arracher le syndicalisme des pattes des caméléons de la politique et le soustraire aux appétits de la flibuste.

L. PICOT.

P. S. Les camarades chauffeurs de taxi désirant œuvrer au relèvement du syndicalisme dans la corporation peuvent demander tous les vendredis matin au syndicat confédéré, bureaux 9 et 10, Bourse du Travail, les camarades Gavard, Delmas et Picot.

Le sort de Victor SERGE

Pour couper court aux fausses nouvelles

Le 14 novembre on téléphonait spontanément de l'ambassade soviétique à l'un des plus gros bonnets de la Ligue des Droits de l'Homme que Victor Serge venait d'être « libéré », transféré dans la région de la moyenne Volga (près de Samara) et qu'on lui avait conféré un emploi dans une organisation soviétique. Cependant, trois semaines après, le 7 décembre, l'intéressé était encore a Orenbourg et ignorait tout de la mesure de clémence dont il aurait été l'objet ! Et c'est en vain que jusqu'ici on a demandé de la Ligue, des confirmations et des précisions à ce sujet aux autorités soviétiques.

Il s'agit donc encore une fois d'un ballon d'essai, d'une tentative d'interrompre la campagne menée en France pour la libération de Victor-Serge, semblable à celles qui se sont déjà produites et ont abouti à la publication de quelques communiqués à la presse, parlant de l'amélioration des conditions de Victor-Serge. Cette amélioration n'a jamais existé que sous la plume de ceux qui ont lancé ces bruits et dans l'imagination de prétendus amis de Victor-Serge qui les ont ramassés et fait circuler. Tel ce Jean-Richard Bloch qui dans « Europe » (15 novembre) après huit mois de silence et ne pouvant plus se dispenser davantage de parler, a écrit l'article le plus embarrassé, le plus ambigu et le plus équivoque que l'on puisse rêver.

En réalité, aucune amélioration n'a été apportée au sort de Victor Serge et des siens qui sont complètement dénués de ressources. Orenbourg (la ville la plus froide de la Russie d'Europe : 31° au-dessous de zéro dès les premiers jours de décembre) ne peuvent obtenir aucun travail et seraient depuis longtemps morts de faim s'ils n'avaient été aidés de l'étranger par quelques vrais amis de la Révolution russe, qui ne veulent pas laisser assassiner un révolutionnaire authentique par la bureaucratie stalinienne, et si d'autre part, Victor-Serge ne tirait quelques faibles ressources de la vente de ses ouvrages édités ici. Et à ce propos on ne saurait trop rappeler aux camarades qu'en achetant les livres de Victor-Serge, non seulement ils se procurent la joie personnelle de lire des œuvres de premier ordre, mais ils contribuent aussi à aider matériellement leur auteur.

Victor-Serge ne sera vraiment « libéré » que si nous poursuivons tous, avec la dernière énergie et par tous les moyens, la campagne pour sa libération. Tant qu'il sera entre les mains des gouvernants de l'U. R. S. S., il restera dans une situation économique et morale intolérable, avec une jeune femme devenue folle à force de persécutions et de tourments de toutes sortes et sans possibilité de travailler sérieusement même à des ouvrages destinés à être publiés en France. La censure russe ne vient-elle pas de refuser de lui donner des documents qu'on lui avait envoyés de Paris et qui concernaient uniquement un procès qui a eu lieu ici en 1912 et qui n'a aucun rapport ni proche ni lointain avec la Révolution russe !...

J. M.

Les crayons FABER sont hitlériens BOYCOTTEZ !

A travers les Livres

Charles Seignobos : HISTOIRE SINCERE DE LA NATION FRANÇAISE (Rieder).

Au soir d'une longue carrière d'historien et de professeur, le vieux démocrate Seignobos a voulu ramasser en un volume abordable l'essentiel de l'histoire de la France. Il ne l'a pas fait avec ce lyrisme sénile d'un Lavisse, historien revanchard de la même génération. Bien au contraire, il ne veut pas que son esprit critique soit surpris en défaut de vigilance. Le résultat, c'est un ouvrage de lecture facile, bien que fort substantiel, et qui n'est pas écrit par un de ces réactionnaires plus ou moins déguisés qui veulent accaparer de nos jours la vulgarisation historique. Aussi peut-il intéresser ceux qui aiment à se plonger quelquefois dans le passé, plus encore ceux qui ont à enseigner l'histoire. Ils trouveront dans cette synthèse bien nourrie des aperçus parfois nouveaux s'il s'agit par exemple d'histoire de la civilisation.

Par rapport aux manuels auxquels nous étions jadis réduits, c'est un réel progrès qu'une histoire *sincère*, jamais tournée vers le panégyrique, non aveuglée par le parti-pris national. Elle n'est point conforme aux aspirations d'un patriotisme rétrospectif et la France y est plus souvent montrée l'héritière de l'étranger que le flambeau génial du droit et de la civilisation. Le si néfaste concept de race en est totalement extirpé. Aucune rhétorique chauvine n'y fait tache. Une place très minime accordée aux guerres, une méfiance extrême à l'égard des légendes édifiantes et qui les fait bannir. L'auteur s'abstient délibérément de moraliser.

Ce n'est pas avec une arrière-pensée de patriote qu'il présente la *nation* française mais faute d'avoir trouvé un autre mot qui désigne le peuple, la société. C'est à eux surtout qu'il songe lorsqu'il réduit à l'extrême le rôle individuel des rois si envahissant jadis dans les vieilles histoires qui se ramenaient à leurs biographies. L'auteur ne se contente pas non plus de narrer l'histoire des privilégiés, car il s'intéresse à celle du plus grand nombre et dans ce qu'elle a de quotidien : sa manière de vivre et de penser, l'évolution des mœurs, des mentalités, de la technique et, en particulier pour notre époque contemporaine, l'histoire de la vie publique et des partis. L'analyse des classes faite pour chaque grande époque est suffisamment nuancée.

Mais, paralysé par son souci d'être exact, de ne pas sacrifier à la théorie et à l'hypothèse, l'auteur n'est point parvenu à mettre en relief les principes de l'évolution de la vie française. Son livre manque de dynamisme et d'entrain. Des faits oui, de la clarté de détail, une large place laissée aux événements sociaux, mais pas assez de liaison, de recherche des causes. Est-ce prudence excessive? J'ai plutôt l'impression que la méfiance de l'auteur pour le matérialisme historique lui a joué un mauvais tour.

Sans doute lui a-t-il rendu hommage dans une réponse à une enquête du *Temps* (29 août 1933) et dont se servit l'intègre journal du grand capital pour enterrer un peu plus le marxisme. Il lui sait gré d'avoir mis en évidence le rôle des faits économiques dans l'histoire, mais il est incapable selon notre auteur de tout expliquer, notamment les faits moraux trop complexes. La lutte des classes non plus, dit-il, ne saurait le faire, car, moins nette dans le passé que de nos jours elle a souvent cédé le pas aux facteurs nationaux ou religieux. En vieux démocrate individualiste qui est toujours à la recherche d'une philosophie sociale et veut la masquer par scrupule, il décrit et explique dans le détail avec un langage simple et un grand souci d'être concret, mais il n'enchaine pas assez, ne met pas assez en relief les facteurs déterminants de l'évolution française. L'ouvrage manque donc d'élan : trop de choses y sont sur le même plan. C'est une juxtaposition de vérités plus qu'un véritable édifice.

Cela vient en partie de ce qu'on n'y montre pas assez le rôle social, intellectuel et politique des classes et des techniques. Ainsi l'humanisme de la Renaissance n'y est pas mis en rapports avec la montée de la bourgeoisie. Quant au mouvement social du XVIIIe siècle, il n'est représenté que d'une manière rapide et presque fortuite comme une résultante des récents progrès de cette même bourgeoisie, l'aspect intellectuel de son ascension et de ses prétentions révolutionnaires. L'on sait en outre que faute d'être étudiée en fonction de la lutte des classes, l'histoire de la Révolution reste bien obscure. Il est regrettable que l'auteur, qui se fait pourtant une idée concrète de ces classes, n'ait qu'à peine montré la portée historique de leurs conflits.

Cela nous empêche de louer son livre sans réserves, après l'avoir jugé honnête et parfois neuf. Il peut renseigner certes honnêtement, mais il manque de cette originalité et de cette passion dangereuses parfois mais qui toujours suggèrent et font réagir.

Antoine RICHARD.

POUR LE COMMUNISME RENOVE (Le Travailleur, Belfort).

Cette brochure est publiée par le « Cercle communiste démocratique » et la « Fédération communiste indépendante de l'Est ». Dans une brève est substantielle analyse, elle relève les fautes du passé : fondation prématurée de la IIIe Internationale, bolchévisation des divers partis communistes, abolition de toute démocratie en U.R.S.S.; puis elle cherche à dégager les caractéristiques du parti de l'avenir qui ne devra point être fondé artificiellement et qui n'aura en aucun cas à s'imposer « par la démagogie, l'intrigue, l'imposture et la corruption ».

Nous autres, on demande à voir ce parti phénomène.

Pour terminer, les organisations signataires se prononcent pour l'unité syndicale et la rupture complète avec la C.G.T. dite unitaire — mais ils n'abordent guère la question des rapports entre le parti rénové et le syndicalisme enfin unifié.

Un effort empreint d'honnêteté et de pas mal d'illusions.

B. G.

ENTRE NOUS

Serons-nous aux 1.500 le 31 Décembre ?

Avec l'année 1933, *s'achève la* 9e *année de la* Révolution Prolétarienne : *au 1er janvier* 1934, *la* R.P. *aura* 10 *ans.*

Nous voudrions pouvoir célébrer cette date en vous annonçant que nous avons, enfin, atteint les 1.500 *abonnés.*

Malheureusement, la non-parution du numéro du 25 *novembre et le retard du numéro du 10, tout cela consécutif à notre changement d'imprimeur, ont quelque peu compromis nos chances.*

Espérons cependant que d'ici le 31, nous recevrons assez d'abonnements nouveaux pour doubler ce cap.

En tout cas, dans le premier numéro de l'année, nous vous donnerons, en même temps que les comptes de la revue pour l'année 1933, *le recensement complet de nos abonnés au* 31 *décembre.*

Avec l'année, s'achèvent également de nombreux abonnements. Nous demandons aux camarades dont c'est le cas — et qui seront prévenus spécialement — de ne pas nous faire attendre leur renouvellement.

En renouvelant tout de suite, vous nous évitez perte d'argent et perte de temps.

Le gérant : **M. CHAMBELLAND.**

Société Générale d'Imprimerie, 27, rue Smolett — NICE

Travail exécuté par des ouvriers syndiqués payés au tarif syndical.